

# Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n° 20

juin 83 / 12 fr.

## Sommaire

**Non aux missiles et à l'OTAN !**



**Les nouveaux démocrates**



**Luttes étudiantes**



**Dossier**

**LE « TEMPS CHOISI »**

**Bluff et dangers**



**Lettre au PSU**



**Pologne**

## Editorial

# Non à la guerre !

## Non à la militarisation, non aux missiles, non à l'OTAN !

Déclaration des sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale à la seconde convention pour le désarmement nucléaire, berlin, mai 1983.

**L'**ANNEE 1983 marquera un moment décisif dans la lutte contre le déploiement de nouveaux missiles en Europe et pour le développement du mouvement antiguerre. Face à l'escalade de la militarisation engagée par les Etats-Unis et par les autres puissances impérialistes, la mobilisation pour le désarmement n'a cessé de s'amplifier. Après les trois millions de manifestants qui ont défilé en 1982 en Europe, aux Etats-Unis et au Japon, les initiatives qui ont eu lieu à Pâques cette année ont été de nouveaux succès spectaculaires. Tous nos efforts doivent tendre à renforcer cette mobilisation afin d'infliger une défaite aux projets criminels des Reagan, Thatcher et consorts en imposant l'exigence d'un désarmement unilatéral.

### Désarmement unilatéral de l'impérialisme

Ronald Reagan a déjà entre les mains un stock d'armes nucléaires dont la puissance meurtrière représente près d'un million d'Hiroshima. Et il continue : de 1980 à 1983, le budget militaire américain a augmenté de 12 % par an, en termes réels, passant de 142 à 257 milliards de dollars (soit plus de 1 780 milliards de francs). Cette folle course au massacre met à nu la réalité de l'impérialisme, dissimulée derrière les hypocrites discours sur les droits de l'homme.

Cette réalité, c'est l'escalade de la militarisation et de l'armement nucléaire. C'est la mobilisation générale des ressources économiques, des cerveaux et des technologies au service d'une entreprise de destruction. La bombe à neutrons incarne à elle seule l'esprit du capitalisme pourrissant, qui s'ingénie à détruire les personnes en protégeant les biens : preuve que le droit de propriété finit toujours, dans ce système, par prendre le pas sur les véritables droits de l'homme.

Les Etats capitalistes d'Europe occidentale suivent le gouvernement des Etats-Unis sur la route de l'accroissement des armes nucléaires. La Grande-Bretagne a décidé un vaste programme d'équipement de ses sous-marins avec des missiles Trident qui sont des armes de première frappe comme les Pershing II et les Cruise. Le gouvernement français a prévu un changement dans sa stratégie militaire en ce qui concerne la guerre nucléaire offensive. Les militaires l'appellent « bataille de l'avant ». Entre autres choses, cela entraînerait la création de 50 000 unités d'intervention rapide, pratiquement identiques, dans leur conception, aux forces d'intervention conjointe à déploiement rapide des Etats-Unis. Si le plan Rogers pour l'Europe devient réalité, cela signifiera un cours militariste massif sur le plan des armes conventionnelles pour tous les pays d'Europe occidentale.

Cette réalité, ce sont non seulement les Hiroshima potentiels stockés dans les silos, les sous-marins ou les bombardiers nucléaires, ce sont aussi les Hiroshima silencieux de la misère et de la faim provoqués par le pillage des pays coloniaux et semi-coloniaux : 40 000 enfants meurent chaque jour dans ces pays, la plupart de malnutrition.

Cette réalité, ce sont les programmes d'austérité, qui frappent de plus en plus durement les travailleurs des pays capitalistes eux-mêmes, alors que leurs gouvernements engagent des dépenses croissantes d'armement. En France, le

gouvernement, composé de ministres socialistes et communistes, prépare la mise au point de la bombe à neutrons et vient d'engager, pour cinq ans, un programme militaire de 120 milliards de dollars (840 milliards de francs), au moment même où il s'attaque à l'indexation des salaires, au système de sécurité sociale et à l'emploi. Le mot d'ordre « *Des emplois, pas de bombes !* », qui s'est propagé dans les grandes mobilisations antinucléaires, illustre et condense le lien nécessaire entre la lutte contre la course aux armements et la lutte contre les politiques d'austérité capitalistes.

Cette réalité, enfin et surtout, ce n'est pas seulement la menace d'apocalypse nucléaire, *c'est aussi la guerre d'agression engagée dès à présent par l'impérialisme contre les luttes de libération des peuples opprimés*. Aujourd'hui même, les Etats-Unis et la CIA sont directement impliqués dans l'agression armée perpétrée contre le Nicaragua révolutionnaire et dans le soutien aux dictatures du Guatemala et du Salvador. Le régime salvadorien s'est déjà rendu coupable de 50 000 assassinats en trois ans, soit l'équivalent d'un demi million de morts pour des populations comme celle de la France, de l'Allemagne ou de l'Angleterre... Au-delà du Salvador, du Nicaragua et de Grenade aussi menacée, c'est la révolution cubaine qui se trouve dans la ligne de mire de l'impérialisme yankee. Au Moyen-Orient, c'est grâce à l'assistance matérielle et politique américaine que le dirigeant israélien Menahem Begin a pu lancer son invasion du Liban et sa tentative d'anéantissement de la résistance palestinienne.

Le tapage mené autour des propositions de Ronald Reagan ou de Margaret Thatcher, le grand jeu diplomatique autour des négociations de Genève sur la limitation des armes nucléaires, ne peuvent étouffer le bruit de ces interventions et de ces guerres en cours.

### **La véritable racine de la course aux armements**

A la racine de la course aux armements il y a donc, d'abord, la crise économique du système capitaliste et le maintien de l'ordre impérialiste face aux luttes des travailleurs et aux explosions inévitables des peuples opprimés acculés au désespoir. L'argument, souvent avancé, de la prétendue supériorité militaire soviétique, et la menace qu'elle ferait peser sur le monde qui se proclame « libre », ne sont que des prétextes servant à justifier l'escalade militariste.

De l'aveu même de certains experts américains, il ressort que :

— les Etats-Unis disposent toujours d'un nombre de têtes nucléaires supérieur à celui de l'Union soviétique ;

— avec le déploiement des nouveaux missiles, le gouvernement des USA cherche à renforcer qualitativement sa supériorité sur l'armement nucléaire soviétique. Les Pershing II doivent servir surtout pour une offensive par surprise contre l'Union soviétique. A cause de leur pouvoir explosif plus limité et à cause de leur plus grande précision de tir, ils peuvent être utilisés pour « régionaliser » des guerres atomiques, c'est-à-dire pour les rendre « limitées, maniables et accessibles ». Ils révèlent donc le but de la nouvelle course aux armements : il s'agit d'acquérir une plus grande facilité d'exercice de la puissance militaire, aussi dans des régions qui sont loin du continent américain. La logique de la terreur montre ainsi clairement qu'elle est une logique de chantage ;

— la différence, en pourcentage, du produit intérieur brut entre les dépenses d'armement des Etats-Unis et de l'URSS, souvent utilisée comme argument par les impérialistes, n'a pas de sens. Si les dépenses américaines déclarées sont de 7 % et les dépenses soviétiques estimées d'environ 15 %, le produit intérieur américain est le double du produit intérieur soviétique. En valeur absolue, les dépenses militaires impérialistes restent donc supérieures à l'effort d'armement de l'URSS. Cet effort pèse lourdement sur l'Union soviétique, au point de contribuer à accroître ses problèmes économiques et alimentaires. D'ailleurs, les statistiques de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), estimaient, en 1980, que l'OTAN était responsable de 43 % des dépenses mondiales d'armement contre 26 % pour le Pacte de Varsovie.

L'impérialisme demeure le principal fauteur de guerre et la première menace pour la paix.

## Solidarité avec le mouvement pacifiste d'Europe de l'Est

De son côté, la politique militaire de la bureaucratie au pouvoir en URSS et dans les pays de l'Est possède une dimension réactionnaire, qui s'inscrit dans le prolongement de sa politique intérieure et internationale :

— une politique internationale basée non sur l'internationalisme militant, sur la solidarité entre les travailleurs et les peuples du monde entier, mais sur les pactes et accords de coexistence ou de partage du monde avec l'impérialisme ;  
— une politique intérieure fondée non sur la mobilisation démocratique des masses, mais sur la négation de leurs droits politiques, syndicaux ou nationaux les plus élémentaires, comme l'ont illustré les interventions soviétiques en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, et le coup de force de Jaruzelski contre les travailleurs polonais en 1981.

C'est pourquoi nous sommes solidaires des courants qui se sont manifestés contre la course aux armements en Allemagne de l'Est, et dans d'autres pays de l'Est de façon plus limitée. Le développement de tels courants constituerait un énorme encouragement pour le mouvement antiguerre en Europe occidentale et porterait à l'impérialisme un coup mille fois plus dur que quelques fusées soviétiques de plus. En exigeant un contrôle public et démocratique sur la politique militaire et étrangère, un mouvement antiguerre de masse, indépendant des États, en Europe de l'Est prendrait inévitablement une portée antibureaucratique.

## Seule la mobilisation peut faire reculer les fauteurs de guerre

La menace de guerre nucléaire fait peser sur l'humanité un danger sans précédent. Ni les protestations ni la perpétuation de l'équilibre de la terreur ne constituent une garantie contre le déclenchement d'une telle guerre.

Aussi longtemps que les gouvernements impérialistes auront entre les mains leurs instruments meurtriers, le péril nucléaire subsistera.

La seule chance d'empêcher la guerre, c'est de désarmer les fauteurs de guerre en jetant bas le capitalisme dans ses propres citadelles. C'est la tâche et le devoir des travailleurs au sein même de ces pays.

La lutte contre la course à la guerre est l'affaire de tous et de toutes, des travailleurs en butte à l'austérité et au chômage, des femmes en butte à l'exploitation et à l'oppression, des jeunes voués au chômage et à l'embrigadement militaire. C'est une affaire trop sérieuse pour être abandonnée aux mains des diplomates ou réglée entre gouvernants dans le secret de négociations au sommet. *Seule la mobilisation peut faire reculer les fauteurs de guerre.*

En 1982 et au printemps 1983, des millions de travailleurs, de femmes, de jeunes se sont mobilisés à travers l'Europe contre le déploiement des missiles, comme en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Belgique, en Hollande, en Italie, au Danemark ; pour le rejet de l'OTAN ou le démantèlement de ses bases, comme en Espagne, en Grèce, etc.

Mais les manifestations ne suffisent pas. Pour mobiliser les masses, il faut développer la lutte sur les lieux de travail, dans les écoles et dans les entreprises. Souvent, les instances syndicales locales, voire régionales, ont adopté des motions et soutenu l'appel aux manifestations antiguerre de ce printemps. De nombreux leaders syndicaux ont pris la parole dans ces rassemblements. Il faut s'appuyer là-dessus pour proposer des actions permettant de mobiliser la masse des travailleurs, à l'instar des propositions de grève d'une heure ou de vingt-quatre heures qui sont débattues aujourd'hui au sein du mouvement ouvrier hollandais, par exemple.

L'accord le plus large et le plus unitaire peut se réaliser en Europe occidentale contre le déploiement des missiles nucléaires prévu pour la fin de cette année :

— De Comiso (en Sicile) à Greenham Common (en Grande-Bretagne), non au déploiement des missiles Pershing et Cruise !

— Dehors les bases de l'OTAN ! Démantèlement des bases avancées américaines en Europe ! A bas la dictature qui fait de la Turquie une forteresse à la solde de l'impérialisme dans la région !

- Non aux forces de frappe nucléaires française et britannique, qui font pleinement partie du dispositif militaire impérialiste !
- Pour une Europe dénucléarisée, de la Pologne au Portugal, de la Sicile à la Scandinavie !
- Réduction massive des budgets militaires, nationalisation complète et reconversion des industries d'armement : des emplois, pas de bombes !
- Soutien aux droits démocratiques des soldats embrigadés par l'armée bourgeoise et des travailleurs victimes des lois d'exception sur l'embauche et la syndicalisation dans les industries d'armement !
- Halte à l'intervention impérialiste en Amérique centrale !

La IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections sont parties prenantes de la bataille engagée contre le militarisme et l'austérité. Dans toute l'Europe, une voix unie doit s'élever pour dire non au déploiement des missiles et aux dépenses militaires, pour dire non aux effets de la crise (chômage, réduction des salaires et des dépenses sociales, agitation raciste des forces de droite). A chaque occasion importante, cette voix doit se faire entendre. Dès l'automne prochain, la mobilisation qui s'est développée dans différents pays devrait franchir un nouveau pas dans sa coordination, en prenant rendez-vous pour une grande manifestation européenne.

Les sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale contribueront de toutes leurs forces à ce combat.

**GIM (Gruppe International Marxisten-RFA), GRM (Gruppe Revolutionäre Marxisten-Autriche), IKB (International Kommunistenbond-Pays-Bas), LCR (Liga Comunista Revolucionaria-Etat espagnol), LCR (Ligue communiste révolutionnaire-France), LCR (Lega Comunista Rivoluzionaria, Italie), LRT/RAL (Ligue révolutionnaire des travailleurs/Revolutionaire Arbeidersliga-Belgique), PSO/SAP/PSL (Parti socialiste ouvrier/Sozialistische Arbeiter partei/Partito Socialista dei Lavoratori-Suisse), SAP (Socialistisk Arbejderparti-Danemark), SL (Socialist League-Grande-Bretagne), SP (Socialistiska Partiet-Suède).**



# Les nouveaux démocrates

DANIEL BENSAÏD

**I**L est un personnage typique des temps de crise : le moraliste démocrate. Lorsque commencent à se faire entendre de sourds craquements dans l'édifice du pouvoir, il prolifère, prétend s'interposer entre les classes, se hisser au dessus des mêlées qui se préparent, et s'ériger en juge.

Dans la crise des années trente, Trotsky le dénonçait déjà comme l'idéologue des classes moyennes qui, craignant de tomber entre deux feux, se fait de la morale un rempart de papier. Dans cette tentative de contempler les conflits terrestres du point de vue de l'éternité des principes, le Ciel, dans sa version religieuse ou dans sa version laïque, constitue inévitablement l'ultime retranchement.

Après la crise de 1974-1975 et la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, un marchand de cacahuètes bigot, devenu président des Etats-Unis, a brandi une nouvelle fois l'étendard des « droits de l'homme ».

Inutile de répéter ici que la répression bureaucratique, l'existence des camps, les internements psychiatriques en URSS, les opérations de normalisation en Hongrie, Tchécoslovaquie ou Pologne, les crimes d'un Pol Pot ou l'occupation de l'Afghanistan, apportent leurs torrents au moulin de cette campagne. La seule façon de limiter la confusion et les dégâts, du point de vue de la lutte pour le socialisme, serait que le mouvement ouvrier s'empare de chacune de ces causes et s'y engage sans compromis avec ses propres ennemis de classe.

Inutile aussi de rappeler le cynisme avec lequel les mêmes champions des droits de l'homme se sont engagés dans une course forcenée aux armements nucléaires ; ont ignoré ou balayé à leur guise des résultats électoraux en Bolivie, au Guatemala ou en Uruguay ; ont couvert de leur silence

les atrocités des camps de disparus argentins ; ont mis la main aux massacres du Liban ou de l'Amérique centrale : 50 000 victimes en trois ans au Salvador équivalent, par rapport au total de la population, à 500 000 morts dans un pays comme la France, ni plus ni moins !

Courtisans du libéralisme avancé giscardien, les « nouveaux philosophes » ont, le temps d'une mode et d'un septennat, apporté leur concours, conscient ou non, à la campagne de réhabilitation de l'impérialisme. Ils l'ont fait, bien évidemment « à la française », à grand renfort d'humanités classiques et de philosophie universitaire.

A peine fanées les roses de leur renommée, voici que fleurissent celles des nouveaux gourous, au jardin de la France social-démocrate : la troïka Castoriadis, Lefort, Morin (1). Il y a une continuité dans les propos et une différence dans les arguments. Disons que ceux-là, imprégnés de leur passé marxiste, paraissent mieux à même de chercher les défauts de la cuirasse théorique. Dans « l'esprit du temps », où l'accession au pouvoir de Mitterrand se solde par une mise en hibernation de tout débat politique, ils font figure de cheval de Troie. Comme si leur passage par le marxisme (et mieux encore par le trotskysme, en ce qui concerne Lefort et Castoriadis) leur donnait une compétence particulière pour organiser le siège. Car c'est bien d'un siège qu'il s'agit.

Commençons par Edgar Morin, dont les recherches épistémologiques auraient laissé espérer plus de rigueur dans le propos. Dans son livre *De la nature de l'URSS*, il prétend traiter de mémoire, sans vérifier la moindre citation ni la moindre référence, « la question majeure de l'humanité (sic ! ) ». Il s'y est attelé, explique-t-il en introduction, à partir... d'un article de commande pour le journal *Li-*

1. Claude Lefort : « L'Invention démocratique » (éd. Fayard). Edgar Morin : « De la nature de l'URSS » (éd. Fayard). Cornelius Castoriadis : « Devant la guerre » (éd. Grasset). « Critique communiste » a déjà publié une critique de ce dernier livre par Catherine Verla dans son numéro 7, avril 1982.

bération, et se réclame du précédent de Henri Pirenne, écrivant en prison sa synthèse historique sur l'Europe des invasions au XVI<sup>e</sup> siècle...

Pirenne connaissait son sujet. Morin, non. Il accumule les contresens et les confusions de faits. Il prend Otto Bauer pour Bruno Bauer (p. 112). Il cite Trotsky dans *Leur morale et la nôtre* pour lui faire dire exactement le contraire de ce qu'il s'est acharné à expliquer. Il n'hésite pas à combler le manque de sérieux de son travail par un entassement de formules aussi pédantes que creuses : « *Le développement d'une URSS totalitaire s'est donc fait selon une endo-éco-génèse où l'endo-causalité et l'exo-causalité constituent une causalité en spirales...* »

Soit. Reste à voir plus trivialement où conduit l'argumentation « en spirale » du professeur Morin ?

Toute sa démarche est fondée sur un postulat institutionnaliste : l'Histoire n'est plus le développement ouvert de la lutte des classes, avec ses incertitudes et ses surprises, mais la réalisation d'un programme génétique des institutions. « *A l'origine, donc (!), il y eut le parti bolchevik.* (p. 27) » La bureaucratie n'est plus d'abord le produit d'une différenciation sociale en rapport avec la division du travail et l'exercice du pouvoir. Elle est définie comme une fonction du « système totalitaire », qui « *a un besoin énorme de bureaucratie d'Etat et de bureaucratie de parti* (p. 77) ». Enfin, quand il s'interroge sur l'origine de la puissance de l'URSS contemporaine, Morin ne cherche pas une seule fois la réponse dans l'organisation de la production ou dans les rapports sociaux : « *Le germe, le principe en est dans l'organisation et le mythe bolchevique* (p. 257). »

Au commencement, donc, était le mythe.

Comme c'est souvent le cas, une vision mythologique de l'Histoire se double d'une lecture policière de ses péripéties. Les classes et les masses sont ainsi réduites à une pâle figuration sur un théâtre où le premier rôle revient, non même au parti, mais à « l'appareil » : « *C'est l'appareil qui a suscité les énergies fabuleuses tant dans la destruction que dans la construction. C'est lui qu'animent une mythologie [encore !] et une religion grandioses. Le Parti est le demiurge* (p. 78). » Mais qu'y a-t-il alors derrière l'Appareil lui-même ? Il y a, « *animant le bureaucrate, cet apparatus-chik de type exceptionnel* », l'apparat-

chik suprême... Et derrière cet « *égocrate* » ? On devine le principe même du « totalitarisme »...

Morin remet l'Histoire sur la tête, ou plutôt sur l'Idée. Inévitablement, les grandes convulsions sociales des années trente et de la Seconde Guerre mondiale sont perçues en conséquence comme manœuvrées en coulisse par la main de Moscou (p.136-137). Le processus par lequel « *le castrisme, absorbant en lui le PC cubain, devient stal* » n'a rien à voir avec les problèmes économiques de la société cubaine, avec l'histoire des luttes de classes en Amérique latine, avec le boycott et la menace constante de l'impérialisme américain. Non : « *C'est là encore un processus auto-exo-généré, en spirale* », qui « *n'est pas parti d'un appareil bolchevique ou stalinien, mais d'une mythologie ou d'une illusion sur le socialisme...* »

Poursuivant la logique « spirale », de son « antiméthode », le professeur Morin dévoile l'image de « la question majeure de l'humanité » : « *Le stalinisme, dans un sens, constitue un développement extrême du premier léninisme. Mais, dans un autre sens, il contredit en inversant la relation hiérarchique entre le Bureau politique et le Secrétariat du Parti* (p. 41). » Voilà une révélation qui méritait ce long voyage au pays des mythes ! Morin, après avoir doctement balancé « *dans un sens, et dans l'autre sens* », a enfin trouvé la différence historique entre l'URSS de Lénine et celle de Staline... !

Inutile de prendre l'Histoire à bras-le-corps, d'aller chercher ce qui s'est passé avec la collectivisation forcée, les millions de déportés, les procès de Moscou. Inutile de discuter les conflits colossaux qui marquent l'affrontement entre la révolution et la contre-révolution bureaucratique. Le pot aux roses est dévoilé : il y a eu inversion hiérarchique, non pas des rapports entre le parti et les soviets, ou entre le parti et l'Etat, mais simplement une inversion de la relation entre... le bureau politique et le secrétariat du parti !

## Le monde revu par la mythologie

C'est le dernier mot de cette généalogie institutionnelle du « totalitarisme ». Rien d'étonnant, dès lors, à ce que la causalité en spirale ferme sa boucle et devienne ce bon vieux cercle vicieux, dont s'auréole la tête tourmentée de saint Morin : « *L'ap-*

pareil est lui-même possédé par un rêve-délire de toute puissance et ce rêve-délire peut devenir despotisme... L'appareil fut longtemps possédé par le mythe religieux dont il était possesseur... Il faut bien voir de toute façon que l'Appareil possesseur du pouvoir est en même temps un appareil possédé par le pouvoir. » Possédé par un rêve-délire de toute-connaissance, et confiant en l'infailibilité de sa mémoire, le saint tourne obstinément en rond, pour ne pas dire en bourrique.

Ce qui le ramène inexorablement au point de départ. Et le point de départ, le bercail du marxiste universitaire repent, c'est toujours l'idéologie dominante. Quand Saint Morin descend du mythe sur la Terre, son paysage conceptuel se colore soudain d'un contenu politique, pratique, quotidien, impitoyablement visible et grossier.

Hypnotisé par le totalitarisme qui monte à l'Est, pétrifié d'effroi, Morin est aveugle devant l'impérialisme : « La tragédie des USA est qu'ils ne peuvent arriver à reproduire leur propre système démocratique dans les pays qui leur sont soumis ; les oligarchies indigènes et le grand capital américain implanté sur place s'y opposent ; si une telle démocratie s'établit, elle est dénuée de racines solides et risque d'être renversée soit par les militaires, soit par guérillas, les guérillas favorisant les putschs militaires et les dictatures suscitant de nouvelles guérillas... (p. 204). » Et encore un cercle vicieux, dont l'univers de Morin est décidément peuplé ! Mais le tour de force, c'est de poser la démocratie américaine comme une alternative au « totalitarisme », en regrettant seulement son incapacité à se reproduire, comme si l'oppression et le sous-développement n'étaient pas la face cachée nécessaire de cette démocratie bâtie sur deux siècles de pillages.

Ignorant la moindre donnée concrète concernant la course aux armements (mais est-ce bien nécessaire pour résoudre « la question majeure de l'Humanité » ?), Morin n'est pas gêné pour poser comme axiome qu'entre les USA et l'URSS, « seul le partenaire totalitaire pourrait avoir volonté et liberté de déclencher une attaque nucléaire surprise. » L'homme de science Morin apporte ainsi, en toute innocence bien sûr, sa petite caution de chercheur scientifique inquiet sur l'avenir de sa science, à tous les possesseurs de missiles Cruise et Pershing, qui ne lui en demandaient pas tant. Et d'affirmer péremptoirement, pour faire bonne mesure que, « de toute fa-

çon, l'URSS bénéficie d'une supériorité stratégique irrémédiable (p. 209) (2) » !

Morin, sans sourciller, a choisi son camp. Pas celui des opprimés du Salvador contre Reagan et des travailleurs polonais contre Jaruzelski ou Andropov, non : le camp de Reagan contre Andropov. Dans ce choix, il n'y plus place pour la moindre solidarité envers la lutte de libération des opprimés, déjà suspects de briser leurs chaînes pour en forger de nouvelles (3).

La vision mythologique du monde a sa propre cohérence, pourquoi le nier. Morin a tranché une fois pour toutes : « le conflit décisif qui domine le monde » n'est pas entre socialisme et capitalisme, mais entre « démocratie et totalitarisme ». Ainsi posée, la question contient déjà la réponse. Entre démocratie et totalitarisme, le gourou apeuré choisit la démocratie. Mais le gourou est assez brave pour vouloir rester logique. Et entre deux totalitarismes ? Il choisirait évidemment le moindre ! Même si la logique donne le vertige, elle reste la logique, et sur sa voie, saint Morin s'avance vers son martyr : existe-t-il une différence entre le totalitarisme nazi et le totalitarisme soviétique ?

Morin n'est jamais à court. Il n'en trouve pas une, mais trois importantes : « La première est dans la nature de la Science... La seconde différence concerne le mythe national... La troisième différence est l'inachèvement totalitaire du fascisme et même du nazisme (p.175). » Nous y voilà. Le nazisme est un totalitarisme inachevé, veléitaire, un avorton de totalitarisme, parce que le fascisme italien « a domestiqué la royauté, mais sans l'abolir, subordonné les castes dominantes mais sans les détruire, toléré un certain pluralisme culturel, s'est mis en symbiose avec l'économie capitaliste au lieu de s'en emparer ». De même, le nazisme institua une industrie d'Etat, mais au sein d'une sphère économique privée et « c'est dans la collaboration avec le capitalisme, donc dans la limitation du totalitarisme lui-même, que s'affirma le national-socialisme ».

Tremblant déjà à l'idée du déferlement des blindés du totalitarisme « achevé » soviétique, le démocrate moraliste est prêt à implorer la protection des missiles nucléaires américains. Mais sa couardise n'a pas de limite. Il est tout prêt à retourner sa veste au cas où les blindés viendraient à bout des missiles. Il a déjà forgé les arguments qui lui permettraient de s'accommoder de la nouvelle occupation. Décidément, il est

2. Nous n'ouvrons pas ici le dossier de la course aux armements. Notons seulement que l'argument du surarmement soviétique est vivement contesté par de nombreux experts américains eux-mêmes (voir le témoignage du professeur Bethe reproduit dans « Inprecor » n° 139) et fait l'objet d'un ample débat contradictoire (voir le livre sur « l'Exterminisme » de Thomson, Barho, Medvedev, et autres, récemment édité aux PUF). Morin, lui, ne prend pas la peine de vérifier. Il avale la version de Reagan sans s'interroger.

3. Morin, au lieu de s'inquiéter de l'agression impérialiste qui pèse sur la jeune révolution sandiniste et d'agir pour que la solidarité la plus large, assure un maximum de liberté au Nicaragua, considère l'affaire déjà réglée et se résigne dans un soupir à l'émergence d'un « goulag sandiniste » (p. 139). Voir les articles de Norberto Bobbio reproduits dans « El marxismo y el Estado » (éd. Avance, Madrid).

utile de savoir philosopher : privé du pouvoir, le parti totalitaire n'est rien ; privée du pouvoir, l'armée reste l'armée ; donc le pouvoir de l'armée est préférable au pouvoir du parti. CQFD ! Coup de théâtre : « *Une dictature militaire à Moscou correspondrait non seulement à une relative libéralisation intérieure mais aussi à une relative modération extérieure* (p.253). » Et Saint Morin d'imaginer déjà les généraux soviétiques abreuvant leurs blindés dans les fontaines de la Concorde : « *De toute façon, un protectorat Grand-russien sur l'Europe, qui y laisserait subsister des institutions démocratiques et serait seulement de nature stratégique-militaro-économique, s'avérerait beaucoup moins horrible qu'une Europe devenue totalitaire sous le protectorat de l'empire totalitaire. Mieux vaut Koutouzov à l'Arc de Triomphe que Marchais embrassant Andropov à l'Elysée. Le pire dans ces conditions serait le meilleur* (p.254). »

## Apologie de la social-démocratie

Le résistant démocrate a déjà l'âme d'un collabo, pour l'avenir. Pour le présent, la cause de la démocratie pure, sans attributs de classe, se traduit en pratique par une apologie de la social-démocratie, chez Lefort comme chez Morin, via l'apologie du parlementarisme. Lefort, naguère champion de la démocratie directe et des conseils ouvriers, en vient ainsi à écrire : « *Il n'y a pas de peuple en acte, en dehors de l'opération réglée du suffrage et il n'y a pas de pouvoir susceptible de l'incarner* (p.121). »

Rousseau disait autre chose : qu'il n'y a pas de pouvoir susceptible de « représenter » le peuple. Lefort, lui, défend qu'il n'y a pas de pouvoir susceptible « d'incarner » le peuple. La formule métaphorique du corps est confuse à dessein, mais elle implique sans ambiguïté qu'il n'existe pas de forme par laquelle le peuple puisse exercer son pouvoir. Il ne lui reste donc qu'à le déléguer. En la matière, quel autre mode de délégation que cette bonne vieille machine éprouvée du parlementarisme ?

Après avoir accusé le marxisme d'indigence politique, Lefort réussit cette prouesse de réduire l'activité politique de la masse, du prolétariat, du peuple, dit-il, à l'instant sacré de l'isolement, « *Il n'y a pas de peuple en acte en dehors de l'opération réglée du suffrage.* » Passé le seuil du confessionnal

républicain, le citoyen inexiste politiquement pour quatre ou sept ans. On peut sursauter à cette nouvelle révélation, qui apporte un renfort idéologique de dernière heure aux démocraties du monde impérialiste et redore leur blason. C'est pourtant le résultat imparable de la substitution du couple totalitarisme/démocratie au couple capitalisme/socialisme. Lefort le dit d'ailleurs clairement : « *En regard de l'Etat totalitaire, l'Etat démocratique acquiert un nouveau relief. Impossible en effet de négliger les effets sur sa structure et son fonctionnement, du mode d'institution du pouvoir politique et de l'existence de droit d'une société civile* (p.156). »

Quiconque épouse la cause du parlementarisme tardif se jette dans les bras de la social-démocratie. Ce que vérifie l'avant-propos de Lefort, daté de mars 1981. Il s'y désole de trouver le parti socialiste « *aveugle au système totalitaire* » (p.25) et trop marqué encore par « *le moule d'un marxisme archaïque* ».

Ce serait là « le drame » de Mitterrand et des siens et le frein qui les empêcherait de restituer « *à la dynamique de la démocratie sa vigueur* ». Non seulement contre Marx, mais aussi contre Rousseau, Lefort est résolument passé du côté de la liberté politique pure, détachée de ses fondements sociaux. Les entraves à la démocratie ne tiennent plus à la propriété, à l'exploitation, à la crise capitaliste qui conduit à réduire d'abord les libertés des immigrés, puis les libertés des syndicats, et ensuite les libertés en général. Elles résident dans un fait de conscience : l'aveuglement devant le totalitarisme. Avec Rocard, Lefort crie à Mitterrand : encore un effort pour être social-démocrate !

C'était deux mois avant la victoire présidentielle de 1981. Gageons que, depuis, Lefort appartient à ceux qui imputent les difficultés du gouvernement de gauche aux excès de jacobinisme et à la présence des quatre ministres communistes, plutôt qu'à une politique d'austérité qui tourne le dos aux promesses de « changement ».

Contre le péril totalitaire qui hante son horizon, Lefort se cramponne déjà au rempart de la social-démocratie : « *C'est toujours l'étrangement de la social-démocratie qui signe l'avènement de l'Etat totalitaire.* » Il est vrai que la social-démocratie, comme formation politique, est balayée avec le parlementarisme dont elle se nourrit, que ce soit par la révolution prolétarienne ou par la réaction bourgeoise, aussitôt que la lutte de classes ne lais-

se plus d'espace aux entremetteurs de la collaboration de classes.

Mais comment oublier que, pour sauver sa peau, la social-démocratie est prête à étrangler préventivement de ses propres mains le prolétariat, en recourant non pas au Parlement de l'Etat bourgeois, mais à ses troupes spécialisées. Le rappel n'est pas inutile quand on voit Morin, grisé par son idylle social-démocrate, débiter tranquillement : « *La social-démocratie d'avant 1914 n'évoluait pas dans le sens d'une manipulation accrue des masses par le parti. De plus, elle n'évoluait pas dans le sens autoritaire puisque le jeu de la lutte de tendance y entretenait le pluralisme démocratique* (p. 46). » Pourtant cette même social-démocratie dans son écrasante majorité a conduit (sans manipulation !) le prolétariat à la remorque du militarisme bourgeois, et elle a encore (sans autoritarisme !) soutenu contre Rosa Luxemburg les assassins Noske, Scheidemann et Ebert, sortis de ses propres rangs !

Pour avoir remplacé une alternative sociale et historique par une alternative institutionnelle abstraite (démocratie/totalitarisme), saint Morin et saint Lefort sont enfermés dans l'horizon désormais indépassable de la démocratie parlementaire. D'un côté, comme l'avait fait Bobbio avant eux, ils sont acculés à réduire cette démocratie formelle à un ensemble de commandements techniques (4). De l'autre côté, pour relever la vieille recette parlementaire, ils l'agrémentent d'un zeste « d'autonomie » ou « d'autogestion ». Ce discours sur l'allègement de l'Etat peut basculer soit sur son dépérissement dans le cadre d'une démocratie directe (de conseils), soit sur le libéralisme sauvage des « chicago boys ». Sous les effets de la crise, ayant rejeté la première hypothèse comme porteuse du péril totalitaire, Lefort et Morin penchent vers la version douce, rocardienne, de la seconde.

## Nouveau croisé...

Impossible de quitter là la sainte trinité démocratique sans faire halte devant le troisième larron. Castoriadis, des trois, est le plus fanatique. Morin et Lefort sont encore des démocrates moralistes. Lui laisse déjà percer le moine guerrier, comme l'atteste sa vigoureuse tribune publiée dans *le Monde* du 26 février 1983.

Il part d'un hommage vibrant aux « oligarchies libérales » qui forment « un socle précieux car improbable et

*fragile, sur quoi autre chose pourra être édifié* ». Mais ces délicates créatures se trouvent sous une « triple menace » :

1) Elles sont « *menacées d'abord militairement et politiquement par la stratonomie russe que sa dynamique interne pousse à la domination mondiale* ».

2) Elles sont menacées ensuite « *d'être submergées par un tiers monde trois fois plus peuplé qu'elles...* ».

3) Elles sont menacées « *enfin et surtout par leur propre décomposition. La société politique s'y morcèle en lobbies... L'irresponsabilité s'y propage à grande vitesse* ». Il ne manque pas grand chose pour que l'antitotalitaire Castoriadis, sous couvert de pourfendre les corporatismes ravageurs (à commencer bien sûr par celui des travailleurs sourds aux contraintes de la crise), réclame un peu plus d'ordre, de discipline, et d'Etat. C'est d'ailleurs le revers obligé des « libéraux ».

Tout vaut mieux en effet à ses yeux que le danger qui se lève à l'Est :

a) Il n'y a rien à défendre dans la société russe, alors que dans les sociétés européennes « *il y a à défendre beaucoup de choses dont rien n'assure que détruites elles ressurgiraient.* »

b) « *Il est certain qu'on peut revenir de Franco, de Salazar, de Papadopoulos, des généraux brésiliens, probablement demain de Pinochet, et qu'on ne revient pas d'un régime communiste une fois établi* ».

Ergo...

Un nouveau croisé de l'Occident est né.

Notons avec quelle touchante spontanéité Morin et Castoriadis retrouvent les catégories « géopolitiques » chères à l'ultra-réactionnaire représentante de Reagan aux Nations unies. Jane Kirkpatrick a en effet établi cette délicate distinction entre pays « autoritaires » et pays « totalitaires », qui permet à la diplomatie américaine de mener grand tapage sur les horreurs « totalitaires » du goulag, tout en fermant les yeux sur les camps de concentration « autoritaires » d'Argentine et de prêter la main au génocide « autoritaire » du Salvador (5).

5. Cette hémiplogie de la sensibilité démocratique est un mal contagieux. En bonne place dans la tranchée des « nouveaux démocrates », Leroy Ladurie écrivait récemment en toute tranquillité de conscience que « les phénomènes du totalitarisme et de l'arbitraire » ont « géopolitiquement un centre (l'URSS et les pays communistes) et une périphérie (Afrique du Sud, Argentine, Chili, etc.) ». Et Leroy Ladurie de poursuivre : « La réflexion principale s'oriente naturellement, stratégiquement dirais-je, vers les malheureuses nations du centre et vers celles qui sont directement opprimées par celui-ci (Afghanistan, Pologne). Mais on ne doit pas perdre de vue pour autant l'affreuse répression moins habile et parfois plus sanginaire qui sévit dans les pays de la périphérie. » (« *Le Matin* », 11 juin 1982. Merci quand même pour eux...)

# Le mouvement étudiant

## Nouvel enjeu dans une situation nouvelle

SERGE EMERY

**L**ES étudiants ont brusquement ressurgi sur la scène politique. Les futurs médecins ont fait une grève générale de trois mois, les autres sont descendus dans la rue, se sont mis en grève, se sont mobilisés comme ils ne l'avaient pas fait depuis 1976. Certains ont voulu n'y voir qu'une manifestation des filles et des fils de la bourgeoisie contre le gouvernement de gauche. D'autres n'ont voulu retenir que des manifestations utilisées comme terrain de manœuvre par la droite et l'extrême droite. Qu'en est-il et à quoi correspond une agitation qui s'est révélée réelle et profonde dans l'ensemble des facultés ?

La crise économique a amené la bourgeoisie à poursuivre deux objectifs à l'université : réduire ses coûts et l'aménager en fonction de ses besoins, c'est-à-dire dispenser un enseignement qui fasse des étudiants des cadres à son service. C'est ainsi que l'on a vu se multiplier ces dernières années des budgets d'austérité, des plans visant à restreindre le nombre d'étudiants et à transformer une partie de l'université en centre de formation professionnelle. Pour exemple, la réforme du deuxième cycle en 1976 et la carte universitaire de Saunier-Séité en 1980-1981.

Les étudiants voient donc leur situation se modifier avec l'accentuation de la crise. Après une période de stagnation, leur nombre, qui dépasse un million, s'accroît cependant depuis trois ans au rythme de 3 %. Leur préoccupation majeure est d'échapper au chômage et ils s'orientent de plus en plus vers les formations les plus prometteuses d'emploi. Si une part d'enfants de la bourgeoisie voit son avenir assuré et s'identifie à la classe dirigeante, notamment dans les facultés de sciences économiques et de droit, une grande masse d'étudiants a confusément conscience qu'elle occu-

pera une place intermédiaire dans la société. Elle a même compris qu'une formation et un diplôme élevés pouvaient la préserver du chômage et de la déqualification. Ce qui peut se résumer ainsi : pour avoir un emploi, il vaut mieux une licence, quelle qu'elle soit, qu'un bac.

Cependant, les conditions de vie et d'études des étudiants se détériorent. Ils sont de plus en plus nombreux à travailler comme salariés durant l'année universitaire. Le matériel scolaire se dégrade, le nombre d'enseignants tend à stagner, l'aide de l'Etat diminue. Les possibilités de recevoir une formation de qualité se restreignent. La sélection, la sélection sociale, se renforcent. A l'aspiration grandissante des jeunes à acquérir une formation, les différents gouvernements ont répondu par une restriction du droit aux études.

C'est pourquoi, dans leur grande majorité, les étudiants ont voté pour le changement en mai 1981.

### Savary sur les traces de Saunier-Séité

La situation a-t-elle profondément changé depuis le 10 mai ? Quelques mois après son arrivée au gouvernement, Savary déclarait vouloir abroger la loi d'orientation d'Edgar Faure, adoptée au lendemain de Mai 68. Voici comment il résumait lui-même sa position : « *Le projet de loi tend à l'abrogation de la loi d'orientation de 1968. Il ne renonce pas pour autant aux principes fondamentaux de la législation en vigueur, participation et pluridisciplinarité, mais il contient d'importantes innovations.* »

Il faut donc retenir que Savary n'a pas l'intention de rompre avec ce qui était la politique de la droite, c'est-à-dire l'adaptation croissante de

l'université à la crise, puisqu'il conserve les « grands principes fondamentaux de la législation en vigueur ». Mais qu'appelle-t-il donc « importantes innovations » ? Le PS et le PC répondent unanimement : l'ouverture de l'université au plus grand nombre et son adaptation aux besoins socio-économiques. A quoi Barre et Saunier-Séité répliquent en dénonçant la fin de la formation de « l'élite » et le nivellement par le bas de l'université !

La réalité apparaît bien éloignée des déclarations mensongères ou tonitruantes des leaders politiques. Reprenons les explications de Savary lui-même, au sujet de l'article 13 de sa réforme, celui qui autorise une sélection accrue et a provoqué l'hostilité des étudiants : le ministre préconise « *une vocation plus professionnelle pour le second cycle. Il faut plus d'étudiants, il faut plus de formations professionnelles et que les formations correspondent à des débouchés possibles et réels* ».

Derrière cette orientation, qui reprend mot pour mot celle de Saunier, on retrouve ce thème sempiternel : l'université créée des chômeurs. La réforme a donc pour objectif de partir de la situation de l'emploi pour transformer l'université, afin d'« *établir une certaine cohérence entre le flux des étudiants formés et les perspectives réelles d'emplois offerts* », selon les explications de Savary lui-même. Comme il ne faut pas former plus d'étudiants que d'emplois disponibles, une sélection s'impose à l'entrée des filières de second cycle. On comprend difficilement comment il y aura plus d'étudiants dans le deuxième cycle, comme le prétend Savary. Les étudiants seront préparés à occuper un emploi déterminé à l'avance. En introduisant à l'université un apprentissage professionnel qui se faisait jusqu'à maintenant après l'embauche, la

réforme tend à limiter encore plus l'accès au savoir. Elle remplace l'enseignement dispensé dans le cadre de l'université par une formation alternée faculté/entreprise. Des stages permettront aux patrons de faire passer leur idéologie de la gestion et de l'exploitation. On est bien loin de la mainmise des syndicats de gauche sur l'université, tant décriée par la droite !

Mais, argumentent le PS et le PC, seuls les étudiants qui s'orientent vers les filières professionnelles sont touchés par ces mesures. L'important est que tous ceux qui le veulent puissent aller à l'université. C'est encore prêter à la réforme plus qu'elle ne promet. La professionnalisation, mot clef de la politique gouvernementale en direction des jeunes, s'accompagne d'une austérité renforcée. Ainsi, toute filière peut dès la première année limiter l'accès aux étudiants en fonction de ses « capacités d'accueil » (c'est-à-dire ses moyens budgétaires) et la recherche pratiquée en troisième cycle pourra être commercialisée. La rigueur régnante aidant, on sait d'ores et déjà qu'un grand nombre de facultés ont décidé d'instaurer des numéros clausus dans de nombreuses filières et qu'elles seront obligées d'adapter les recherches en troisième cycle aux besoins locaux des patrons pour trouver des sources de financement.

Les mesures de Savary sont donc très proches des préoccupations de Barre, qui veut des diplômes finalisés, et bien loin d'une université de masse. De plus, les bourses augmentent toujours moins vite que l'inflation, les restaurants universitaires sont dans une situation catastrophique et les universités ne savent pas, d'une année sur l'autre, comment boucler leur budget. Les étudiants sont de plus en plus nombreux dans les séances de travaux dirigés et on demande aux enseignants de faire gratuitement des heures supplémentaires.

La démocratisation tant annoncée par Joxe apparaît alors comme un simple effet de manche à la tribune de l'Assemblée nationale pour justifier devant l'opinion de gauche une réforme qui ne peut satisfaire les étudiants.

Si les conditions d'études n'ont pas changé depuis le 10 mai, le mouvement étudiant s'est profondément renouvelé depuis 1976, date de la dernière grève générale étudiante. Les derniers participants à cette lutte sont sortis des universités, les traditions se sont perdues, des acquis politiques comme la liaison avec le mouvement ouvrier se sont estompés. Tout ce qui

faisait la particularité du mouvement étudiant des années 1970 s'est radicalement modifié. Le climat des mobilisations anti-impérialistes (contre la guerre du Vietnam à l'époque) sont très largement absentes des préoccupations étudiantes d'aujourd'hui.

Jusqu'en 1981, toute mobilisation, même limitée à quelques revendications académiques, s'en prenait à la politique d'un gouvernement compris par tous comme réactionnaire, lié aux patrons. La seule alliance possible était avec les forces qui le combattaient, à savoir le mouvement ouvrier.

Seule l'auto-organisation, la structuration en comité de grève et en coordination a survécu à ces années, en raison de la faiblesse des organisations syndicales et de la défiance dont elles font l'objet. Aussi l'absence de préoccupation du mouvement ouvrier pour les revendications universitaires, l'attitude du PS et du PC qui ignorent les aspirations et les luttes des étudiants quand ils ne les qualifient pas de réactionnaires, n'incitent pas à la clarification politique. En l'absence d'un mouvement ouvrier à l'offensive et pesant de tout son poids dans la société, le mouvement étudiant ne se range plus spontanément aux côtés de la classe ouvrière comme durant les années 1970. Il est redevenu un enjeu.

Attentifs à toutes les propositions de Savary, les étudiants ont attendu un an que sa politique se mette véritablement en place, se confirme pleinement, pour commencer à se mobiliser. L'année 1981-1982 avait été significative à ce titre : aucune lutte, aucune grève dans les facultés.

Face au projet Savary, il n'y a pas eu une seule et même riposte étudiante. Au manque de traditions et d'expérience se sont ajoutées les différenciations au sein du milieu. La réaction a été éclatée suivant les filières et les forces politiques dominantes. Il y a des appréciations différentes sur la professionnalisation et la sélection. Ceux qui se destinent dès le départ aux carrières de droit et de gestion n'ont pas la même approche des concours et des stages en entreprise que ceux qui s'engagent dans les sections scientifiques ou littéraires. Si certains n'ont vu que les concours entre le premier et le second cycle, d'autres ont mis davantage l'accent sur la mainmise patronale sur l'université. Chaque force politique a pu développer ses propres explications sur la réforme, sans que se mette en place un cadre unifié de mobilisation sur la base des mêmes revendications.

C'est ainsi que la droite a mené une double offensive, au lendemain des élections municipales. Dans les médias se sont déchainés tout ce qui existe de réactionnaire à l'université, les mandarins, l'Académie des sciences, Saunier Séité, Barre, pour s'en prendre au projet « marxiste » de réforme des universités, pour la sélection et la défense de l'élitisme.

## L'action de la droite, comment y faire échec

Passant sous silence leurs longues années au pouvoir, ces gens tentent de faire oublier qu'ils se sont heurtés à une mobilisation des étudiants qui les empêcha d'appliquer leurs propres réformes, semblables en beaucoup de points à celle de Savary.

Sur les facultés, le CELF, l'UNI, la CNEF, officines giscardiennes ou chiraquiennes, ont su trouver un regain d'audience. Marginalisées naguère du fait de leur soutien à la politique de Saunier-Seité, ces organisations ont bénéficié de l'attitude d'un Savary peu disposé à satisfaire les aspirations étudiantes. Menant leur barque de concert, elles ont bien pris garde de ne pas s'aventurer trop ouvertement sur le même terrain que les leaders de la droite. Elles ont évité toute analyse de la réforme pour se concentrer sur une dénonciation globale du projet Savary. Elles ont mis sur pied une « coordination nationale contre le projet Savary » qui a pris l'initiative des manifestations, des services d'ordre. Bref, la droite a tenté d'organiser le mouvement étudiant et de le diriger.

Face à l'activisme de la droite, la gauche s'est montrée divisée et démobilisée. L'UNEF-Solidarité étudiante (dirigée par le PCF) soutient la politique gouvernementale, sans un mot de critique. L'UNEF-indépendante et démocratique s'est inquiétée de certains points négatifs sans remettre en cause la globalité de la réforme. Enfin, les JCR, qui ont tout fait pour que le mouvement étudiant se prononce contre la sélection et la professionnalisation.

La grande masse des étudiants a pu constater que, dans de nombreuses assemblées générales, le terrain de la mobilisation était laissé à la droite. La division et l'éclatement de la gauche ne permettait pas de proposer une véritable centralisation du mouvement étudiant sur ses revendications. Quand l'UNEF-SE mobilisait pour défendre Savary, l'UNEF-ID, peu claire et constamment craintive

de se faire déborder par le mouvement étudiant, proposait des initiatives sectaires qui ne correspondaient pas aux échéances de la mobilisation. Le désarroi des étudiants n'en a été que plus grand.

D'un côté, la grande masse présente aux assemblées générales dans la plupart des universités de France, voyant la passivité de ceux qui se réclament du mouvement ouvrier, a refusé de descendre dans la rue pour ne pas se mêler à la droite, puis elle est retournée en cours. D'un autre côté une frange non négligeable d'étudiants, parmi les moins politisés et les moins sensibles aux manœuvres de la droite, s'est reconnue dans les actions programmées par les CELF-UNICNEF. L'absence de tradition politique et l'inaction des forces de gauche ont accru la difficulté pour le mouvement étudiant à dégager une direction propre, sur la base des revendications. La droite a eu tout le terrain libre pour mener son offensive.

Pourtant, là où des militants ont cherché à organiser la lutte dans les assemblées générales et les comités de mobilisation, les étudiants ont réussi à faire taire la droite, à la minoriser. C'est ainsi que dans de nombreuses facultés, il y a eu grève contre la sélection et la mainmise patronale, contre les manœuvres et les attaques racistes de la droite. A partir d'assemblées massives, 1 500 étudiants à Caen, 4 000 à Reims, et de beaucoup d'autres de plusieurs centaines, à Amiens, Lyon, Bordeaux, Montpellier, etc., il y a eu tentative de faire entendre la voix des étudiants. Nul doute que c'est à ces mobilisations que répondent les amendements de la majorité parlementaire visant à limiter la présence des patrons à l'université. Cependant, prisonnier de l'alternative coordination manipulée par la droite ou états généraux de l'UNEF-ID, face à la pression des organisations du mouvement ouvrier qui l'assimilaient à la réaction, le mouvement étudiant a dû laisser le champ à la division, à l'écartèlement, et finalement à la démobilisation et aux manœuvres d'appareil.

C'est ce que avaient su éviter les étudiants en médecine. Extrêmement convoités, ils ont réussi à éviter ces manipulations. Face à la réaction qui a cru pouvoir en faire la pointe avancée de la défense des professions libérales « contre l'étatisation », mais aussi face à un gouvernement qui a tout fait pour l'amalgamer à un tel projet politique, ils ont réussi à imposer que leur grève générale ne dévie pas de ses origines : la lutte contre

l'aggravation de la sélection et une orientation arbitraire en cours d'études. Ces revendications, qui, dans leur finalité, s'opposent à la politique de la bourgeoisie en matière de santé, ont fait l'unanimité du milieu et l'unité du mouvement au sein d'une coordination nationale (le CICN), absolument incontestée pendant trois mois de lutte. La droite a été incapable de s'opposer à ces revendications et de manipuler l'organisation de cette puissante grève générale.

Cependant la force du mouvement, ne se préoccupant strictement que de ses revendications et refusant de s'appuyer sur la hiérarchie médicale, l'a conduit à se limiter : ne pas demander le soutien de la classe ouvrière.

Sur les autres campus, les difficultés ont été plus importantes. Contrairement à tous les préjugés, la droite y a eu les mains plus libres qu'en médecine. Cependant, au bout de quelques semaines, avant que ne retombe la mobilisation, la droite s'est trouvée en situation difficile, quand les étudiants « indépendants » de la coordination nationale ont voulu définir une plate-forme de revendications. Issus des assemblées générales tenues par la droite, ils ont voulu prendre des contacts avec l'ensemble des facultés pour établir une position commune face à la réforme et préparer ensemble des initiatives. Refusant d'être tenue par une véritable plate-forme revendicative, la droite risquait alors de voir le mouvement lui échapper. La démobilisation n'a pas permis de faire aboutir l'initiative des « indépendants » et a laissé la place au spectacle des trois manifestations du 24 mai, jour de l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale, alors qu'il n'y avait plus d'assemblées générales, les étudiants préparant ou passant leurs examens.

Les perspectives pour relancer l'action qui sera nécessaire à la rentrée de septembre sont néanmoins tracées. Le meilleur moyen pour marginaliser la droite est encore un mouvement étudiant structuré, fort sur ses revendications et qui décide lui-même de son orientation. La direction de l'UNEF-ID n'a pas voulu adopter une telle orientation, les militants minoritaires dans ce syndicat agissant seuls dans ce sens. Cette expérience leur sera utile quand paraîtront les décrets d'application de la réforme Savary.

□

# Grève des internes des hôpitaux

## Une clarification qui n'a pas eu lieu

NICOLAS JEANSON

**U**N milieu aisé, peu porté à rejoindre le combat des travailleurs, qui fait grève sous un gouvernement de gauche, avec le soutien bruyant du RPR et de l'UDF : il n'en fallut pas plus à certains (mais il est vrai que c'est déjà beaucoup !) pour qualifier la grève des internes et des chefs de clinique de « grève de droite ».

Sont-ils dans des tranches de revenus élevés ? Certes, encore que les différences de situation soient grandes. Mais a-t-on oublié les contrôleurs aériens ou les techniciens de la télévision dont la droite a tant combattu les grèves « corporatistes » ?

Se réveillent-ils sous la gauche après avoir hiberné sous la droite ? Ce n'est pas neutre, mais toute grève serait-elle de droite dès lors qu'elle se déroule quand la gauche est au gouvernement ? Les internes de gauche n'étaient-ils pas présents dans le mouvement ? Est-il bien étonnant que les réactions soient amplifiées dans des couches sociales peu influencées par les partis qui soutiennent le gouvernement ?

Même à supposer que la droite ait eu l'entier contrôle du mouvement, ce qui n'était pas le cas, même à penser que le ressort de la grève était politique et anti-gouvernemental, rien ne pouvait dispenser les organisations ouvrières d'intervenir auprès des médecins sur le terrain des revendications avancées : sont-elles justes, à quelles conditions peuvent-elles se réaliser, avec quel soutien social ?

Pour répondre correctement à ces questions, il faut les resituer dans une analyse de la crise du système de santé. Avec la création de la Sécurité sociale à la Libération, les travailleurs ont acquis un moyen d'accéder plus largement aux soins. Les années de croissance capitaliste, avec l'augmentation du niveau de vie mais aussi l'apparition de nouveaux besoins de santé, ont conduit les ménages à consacrer une part croissante de leurs revenus aux dépenses de santé. En même temps, la poussée démographique, le rattrapage du sous-encadrement médical du pays et le développement des hôpitaux

publics contribuaient à élargir les débouchés des candidats à l'exercice de la médecine.

Dans un système médical en expansion, les médecins ont fort bien défendu leur position sociale et leurs revenus.

Or, le système atteint ses limites. La stabilisation, voire la réduction du pouvoir d'achat, ainsi que l'augmentation du chômage, limitent le revenu global et accroissent les difficultés financières de la Sécurité sociale.

La réduction des dépenses de santé devient alors un impératif : il faut fermer des lits d'hôpitaux, inciter les prescripteurs à raccourcir les ordonnances, diminuer les remboursements et augmenter les cotisations, faire payer les soins, augmenter le contrôle des congés maladie.

Plus nombreux dans un système en régression, les médecins voient leur situation évoluer : on se bouscule dans les hôpitaux publics, on se bat pour se répartir les places dans le secteur libéral. L'instauration d'un « *numerus clausus* », c'est-à-dire d'un concours à l'entrée des études de médecine (sans aucun rapport avec la pratique du métier) devait éviter au « corps médical » de partager la galette entre trop de candidats ; mais il n'y a pas suffi.

### Solution libérale... ou socialiste

Or, il est clair que les besoins de santé ne sont pas tous et bien satisfaits. Les consultants qui attendent deux ou trois mois pour une visite à l'hôpital en savent quelque chose. Ceux dont la douleur est prolongée par l'insuffisance des moyens de recherche le payent dans leur peau. Celles qui restent à la porte des centres d'IVG, trop peu nombreux et de trop faible capacité, en souffrent également.

Pour couvrir les besoins, il n'y a donc pas trop de médecins. Ceux-ci sont placés devant le même choix qui s'offre au système de santé dont ils dépendent : soit l'extension de la médecine hospitalière et

publique, soit la régression vers la privatisation de la consommation médicale.

La solution libérale à la crise du système de santé est aussi radicale à l'égard de la protection sociale que le monétarisme l'est à l'égard de tous les services publics : il s'agit de transférer les dépenses collectives vers les dépenses individuelles, de réintroduire complètement les lois du marché dans l'accès aux soins. Il faut donc s'attaquer à la Sécurité sociale et faire reculer la médecine publique au bénéfice de la médecine libérale et des cliniques privées. Le système de santé fonctionnerait en deux secteurs : l'un, payé au prix fort et garantissant de juteux profits, réservé aux riches. L'autre, public et fonctionnant à l'économie, accueillant le reste de la population. Cette orientation suppose de renforcer le contingentement du nombre de médecins et d'organiser une médecine à plusieurs niveaux adaptés à la hiérarchie sociale. En une formule, il faudrait « moins de médecins dans un système plus libéral ».

A l'opposé de cette politique, la solution socialiste implique d'adapter le système aux besoins et non l'inverse. Donc de développer la gratuité des soins, d'en finir avec la médecine du profit, de subordonner les trusts pharmaceutiques aux intérêts de la santé. Cela passe nécessairement par l'extension de la médecine publique au détriment de la médecine privée. Il serait alors possible d'augmenter le nombre de médecins afin de pratiquer une médecine « lente » ; de participer à des tâches d'enseignement des étudiants, d'éducation de la population et de prévention. De même, une médecine nationalisée permettrait-elle de créer facilement des passerelles entre la médecine dans l'hôpital et la médecine de quartier, entre la pratique médicale et la recherche.

La grève des internes et des chefs de clinique (qui ne sont pas des patrons de clinique privée mais des super-internes) s'inscrit dans ce contexte de crise. Les uns et les autres sont employés dans les hôpitaux publics sur des statuts souvent précaires. Ils sont largement dépendants de la hiérarchie complexe des hôpitaux, au sommet de laquelle figurent les chefs de service, les « patrons ».

Leurs revendications sont traversées

par les contradictions qui minent le système de santé :

— Ils réclament un statut unique de titulaire, ce qui va directement à l'encontre des pleins pouvoirs des mandarins. Mais cette revendication antihierarchique se double d'une aspiration plus ou moins exprimée à calquer le statut unique sur celui du sommet de la pyramide. Tous médecins des hôpitaux ou tous mandarins ?

— Ils revendiquent que soient créés des postes budgétaires leur donnant les droits et avantages des fonctionnaires. Mais une partie d'entre eux revendique en même temps la « liberté des prix » dans le secteur privé. Ceux-là aspirent à être fonctionnaires, mais ne craignent rien tant que la fonctionnarisation de la médecine. Médecins fonctionnaires ou médecins cumulant les avantages du secteur public et ceux du secteur privé ?

De l'absence de clarification, le mouvement des internes a tiré un bénéfice, l'unité de la corporation. Mais de là vient également sa faiblesse : il a prêté le flanc aux manœuvres politiques de l'intérieur et de l'extérieur du milieu. Il s'est coupé de l'opinion ouvrière, à juste titre révoltée contre la médecine de profit. Et il s'est dupé lui-même sur l'avenir de ses revendications ! Certes, le gouvernement s'est engagé à créer les postes réclamés : mais on ne tardera pas à s'apercevoir que ces créations ne répondront que très provisoirement à l'afflux des internes dans les hôpitaux. Il est nécessaire et possible de créer des postes d'internes dans la médecine publique : à condition toutefois d'étendre celle-ci.

Qui donc pouvait contribuer à apporter les clarifications nécessaires dans le mouvement ?

Le gouvernement sur ce plan porte une lourde responsabilité. Son absence d'initiative politique depuis le 10 mai a contribué à ressouder un milieu que la politique giscardienne était parvenu à fracturer. Une partie du milieu s'est mobilisée contre la politique de la droite, allant même jusqu'à manifester aux côtés de la CGT et de la CFDT en 1980 contre la loi Berger. La victoire du 10 mai permettait de neutraliser la partie la plus réactionnaire du milieu médical, cramponnée à ses privilèges, à condition d'engager une politique de santé au service de la population.

Le programme du candidat Mitterrand prévoyait par exemple des mesures comme la suppression de l'Ordre des médecins, l'essor des centres de santé, la création de postes hospitaliers. Or, le gouvernement a opté pour le maintien du statu-quo. L'ordre pétainiste des médecins n'a pas été supprimé, la convention médicale de 1980 n'a pas été corrigée et les attaques contre la Sécurité sociale se sont poursuivies.

De plus, la politique du gouvernement à l'égard de la grève des internes a été un modèle du genre à ne pas suivre. Il a en effet caractérisé le mouvement de grève comme réactionnaire... avant de lui céder sur toute la ligne : sur les revendi-

cations justes (le statut) comme sur les revendications réactionnaires (la liberté des prix).

## Une politique de gribouille

Le gouvernement a donc traité les internes comme il traite les patrons : aux uns comme aux autres il fait des « cadeaux ». Cette politique à l'égard des internes était doublement erronée. D'une part, elle interdit de cliver le milieu et de rallier à la cause d'une médecine sociale une partie des internes. D'autre part, elle rejette ceux-ci en bloc dans les bras de la droite. En cédant à ce qu'il a qualifié lui-même de « grève de droite », le gouvernement aura sans doute réussi à convaincre les internes que les grèves de droite payent...

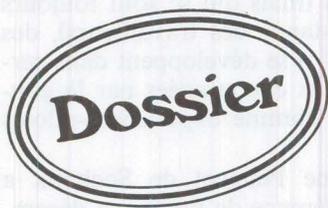
Une autre politique aurait mis les internes et chefs de clinique devant leurs responsabilités, les amenant à choisir entre l'extension de la médecine hospitalière et publique et les profits de la médecine privée. Elle aurait permis de lier les revendications des internes et une politique de santé conforme aux intérêts des travailleurs. Elle aurait orienté le mouvement vers la population travailleuse, et l'aurait assuré de la compréhension et du soutien de celle-ci.

Une autre politique aurait établi un pont entre la grève des étudiants en médecine et celle des internes : peut-on lutter efficacement contre la sélection en sixième année sans rien dire du numerus clausus à l'entrée des études ? Peut-on combattre avec force les procédures d'orientation autoritaires en fin d'études sans soulever les questions du contenu et des finalités de la formation ?

Enfin, une autre politique aurait posé en termes différents le choix des formes de lutte. La grève des soins n'était pas le meilleur moyen d'obtenir le soutien des travailleurs. Elle a pour eux d'autres conséquences que la suppression d'une émission de télévision ou l'interruption d'une ligne de métro. La responsabilité des médecins est par ailleurs autrement plus engagée que celle du personnel infirmier qui a déjà recouru et recourra encore à la grève. La recherche de la jonction avec le mouvement ouvrier aurait dû faire prévaloir une forme de grève assurant la gratuité des soins.

En l'absence de forte mobilisation ouvrière faisant pencher le mouvement des internes du bon côté, en l'absence d'une politique socialiste de la santé de la part du gouvernement et des partis qui le soutiennent, seuls à mêmes de porter la clarification à l'intérieur du mouvement, celui-ci a été laissé à lui-même... et aux manœuvres de la droite.

Le corporatisme n'est ni un virus ni un microbe. C'est une maladie sociale dont le traitement ne ressort pas de la médecine mais de la politique.



# LE « TEMPS CHOISI » Bluff et dangers

DANIELLE LACOSTE

**V** OULANT faire « avaler la couleuvre » du plan d'austérité, Pierre Mauroy assurait, devant l'Assemblée nationale, que la lutte contre le chômage demeure prioritaire pour le gouvernement. Quand tout le monde s'accorde à considérer que les mesures prises ne peuvent qu'aggraver la situation de l'emploi, il y a là un paradoxe... non levé par le « moyen » envisagé pour réduire le chômage : « Nous devons nous poser le problème du développement du travail à temps partiel. Promouvoir les horaires collectifs à temps partiel », déclare le Premier ministre.

Remarquons tout d'abord qu'on est bien loin des déclarations du PS, qui, alors dans l'opposition, dénonçait le travail à temps partiel. Aujourd'hui, Mauroy ne dit pas autre chose que Gattaz pour qui « le temps partiel est la seule solution pour créer des emplois » (1).

Depuis plusieurs années, en effet, le CNPF mène une bataille qui s'est déjà soldée par l'adoption en janvier 1981 des premières lois incitatives au travail à temps partiel, et leur reconduction par ordonnance du gouvernement Mauroy en mars 1982. L'une des dispositions principales de ces mesures consistait à diminuer les cotisations sociales des patrons occupant des salariés à temps partiel, celles-ci étant désormais calculées au prorata des heures de travail effectuées et non plus en fonction des effectifs.

Mais ce premier obstacle levé, la législation actuelle n'est toutefois pas jugée suffisante par le patronat. Aller plus loin — et le gouvernement en prend la voie — implique une remise en cause importante des acquis ouvriers. Si les premières victimes seront les femmes et aussi les jeunes, l'ensemble des travailleurs sont concernés.

Le rapport préparatoire au 9<sup>e</sup> plan, sur le « temps choisi » (2) montre que l'enjeu d'une telle politique est bien de moduler le temps de travail de l'ensemble des travailleurs en fonction des « impératifs de la production », de détourner l'aspiration à une baisse générale du temps de travail, d'aller contre la notion de durée hebdomadaire du temps de travail, le tout sous couvert d'une prise en compte des aspirations individuelles d'une catégorie de travailleurs (en particulier des femmes).

Il serait faux et dangereux de considérer la politique du « temps choisi » comme visant un pourcentage somme toute restreint de « volontaires ». L'objectif est, au contraire, de banaliser le « temps choisi » : « Quand le temps choisi concernera des millions de personnes, alors seulement il sera devenu une forme de tra-

vail comme les autres, normale, une révolution culturelle se sera produite et l'effet sur l'emploi sera sensible(3). » Les exemples fournis par d'autres pays européens sont éclairants : dès lors qu'une politique d'incitation au travail à temps partiel est mise en application, son développement est très rapide, bien au-delà des pourcentages encore faibles d'augmentation annuelle constatés aujourd'hui en France.

Sous-estimer l'importance de cette question aurait par ailleurs pour conséquence de légitimer la diminution du temps de travail avec diminution du salaire. Les travailleurs s'y opposant dans les faits (on l'a vu au moment de l'application des ordonnances sur les 39 heures) le risque est bien, sous cette forme, de le faire « accepter » dans un premier temps par un maillon vulnérable de la classe ouvrière : les femmes.

## Travail non stop

La définition du « temps choisi », donnée par les rapporteurs de la commission du Plan est la suivante :

### Ce que le PS en disait... avant le 10 mai

Une grande majorité des emplois à temps partiel sont sans qualification, ils sont cause d'une mauvaise intégration des femmes dans les structures de travail (...).

Plutôt que de cantonner les femmes dans des emplois à temps partiel dont on sait qu'ils sont peu qualifiés, il convient de prévoir une organisation différente de la journée de travail pour tous : hommes et femmes.

L'égalité des hommes et des femmes devant l'emploi est une œuvre de longue haleine qui suppose aussi la création de très nombreux équipements collectifs. Cette revendication du droit à l'emploi pour tous, hommes et femmes, témoignera de la volonté réelle du PS d'une transformation profonde des rapports sociaux. En effet, la satisfaction d'une telle revendication ne peut se concevoir sans une autre organisation de la société qui implique :

- la remise en cause de la séparation travail-loisir ;
- la réduction de la durée de la journée pour tous ;
- une nouvelle répartition des tâches et des fonctions dans l'entreprise et dans la famille.

Dans le « Projet socialiste »,  
Club socialiste du livre, p. 247.

*« Toute modulation volontaire du temps de travail, fût-ce au prix d'une réduction des revenus, ainsi que, plus globalement, toute organisation du temps personnel tenant compte des contraintes et des aspirations des individus. »*

Ainsi, le « temps choisi » ne s'assimile pas au temps partiel mais le « dépasse », car il concerne toutes les variétés possibles de temps réduit, sur la journée, la semaine, le mois, l'année, ainsi que les formules d'interruption ponctuelle du type année sabbatique. Toutefois, le temps partiel reste « la pièce maîtresse » de ce dispositif d'ensemble de réduction « à la carte » du temps de travail, négociée collectivement.

Or, considéré sous cet angle, il y a un obstacle majeur au développement du « temps choisi » et les rapporteurs en sont bien conscients. Ils prennent parti, de manière virulente, pour une réforme juridique visant à « *supprimer la définition hebdomadaire du temps de travail légal... véritable verrou au développement du temps choisi et qu'il est indispensable de remplacer par une définition annuelle.* »

A ceux qui raisonneraient encore en termes d'acquis pour les travailleurs, il est répondu que « *ce qui fut à une époque un facteur de progrès — les week-end, les congés en août, la retraite à 65 ans — est de plus en plus perçu comme une contrainte.* » Concernant le week-end, par exemple, il est explicitement prévu que le principe dominical soit maintenu, mais la liste des dérogations accrue !

Il ne faut pas manquer d'audace pour prétendre que le week-end est une notion « démodée ». Pour les femmes, en particulier, la défense du droit au repos le dimanche a été l'objet de luttes importantes et récentes dans le commerce. Pour dire non au travail le dimanche, elles étaient 3 000 grévistes au Printemps, 7 000 aux Galeries Lafayette, elles participaient à plus de 15 000 à une manifestation à Paris, en 1979 ! Face au patronat du commerce qui voulait faire passer un texte de loi imposant l'ouverture des magasins le dimanche et les jours fériés, ainsi que la généralisation des nocturnes, les travailleurs ont revendiqué le droit de vivre mieux, d'avoir des journées de loisir correspondant à celles des autres, de voir leurs enfants, leur famille, leurs amis. Citons également la bataille de longue haleine menée aux Chèques postaux pour obtenir le samedi libre et la réduction du temps de travail. Ces luttes pour de meilleures conditions de travail s'opposaient au principe patronal qui pourrait se résumer ainsi : travail non stop des travailleuses.

En l'absence de ces réformes réclamées depuis longtemps par le patronat (mais qui se sont toujours heurtées à une forte résistance des travailleurs), des formules de « temps choisi » se développent dans certaines entreprises, fortement encouragées par le gouvernement et considérées comme expériences-pilotes par le CNPF.

La direction de l'usine Peugeot de Sochaux a même convoqué une conférence de presse en décembre 1982 pour expliquer le système original de partage des postes de travail qu'elle a mis en place : deux mi-temps sont mis en « doublage » sur un poste de travail, assortis d'une prime incitative de 5 000 F pour les contrats à temps partiel d'un an et de 8 000 F pour les contrats de deux ans. Notons que la réintégration à temps plein ne peut se faire qu'après un an minimum de mi-temps, en cas de force majeure : essentiellement en cas de décès du conjoint.

Si l'intérêt du mi-temps est évident pour le patronat (diminution de l'absentéisme, pas de temps morts, les heures supplémentaires payées au tarif normal) d'autres formules de « temps choisi » présentent l'avantage de permettre les 35 heures « à deux vitesses ». Les rapporteurs du Plan déjà cités expliquent que le « temps choisi » permet « *d'aller plus vite* » en donnant la possibilité aux salariés de « *choisir entre deux stratégies pour arriver aux 35 heures : l'une très lente, avec compensation salariale, si les gains de production le permettent, l'autre immédiate avec réduction proportionnelle de salaire... Ainsi ceux qui sont prêts tout de suite à un partage du temps, des revenus et de l'emploi n'en seraient-ils pas empêchés* ».

Nous voilà prévenus, et il est d'autant significatif de constater que le discours de Mauroy devant les députés ne mentionnait même plus la perspective des 35 heures pour 1985.

On ne peut que dénoncer l'hypocrisie des chantages du « temps choisi », du partage du travail et des revenus, qui justifient leur position par un souci de lutte contre les divisions de la « société duale ». Comment expliquer que les 35 heures à deux vitesses ne sont pas justement un élément majeur de division de la classe ouvrière ? Que la direction CFDT en arrive à opérer une distinction subtile entre ceux qui peuvent se payer les 35 heures et les autres, voilà qui illustrera de manière probante sa conception d'une lutte efficace pour la réduction des inégalités...

## Temps choisi... par le patronat

Il n'y a rien de bien neuf dans ces discours sur la « révolution du temps choisi ». Les mêmes arguments se retrouvent sous la plume de Michel Albert, ancien commissaire au Plan sous Giscard et auteur d'un best seller, *le Pari français*. Michel Albert popularise une analyse historique propre à justifier l'importance pour l'économie française de la révolution du « temps choisi », de la « libération du temps de travail ». C'est selon lui en 1936 que fut commis le « *le contresens le plus extraordinaire et le plus coûteux de l'histoire française, depuis la révocation de l'Edit de Nantes (sic)* », la réduction du temps de travail n'ayant eu pour conséquence que de briser la reprise économique qui s'annonçait... On aura compris que la chute de la produc-

# Dossier

tion, l'augmentation des prix de gros (+ 75 % en deux ans), les licenciements, trouvaient leur source dans les 40 heures et non dans une politique patronale concertée visant à reprendre les acquis « octroyés » en 1936 sous la pression des luttes ouvrières.

Il faut bien des arguments aussi réactionnaires pour justifier que l'on ne peut réduire la durée de travail pour tous sans réduire les salaires, quand pourtant l'augmentation de la productivité en donnerait largement les moyens... Mais Michel Albert a, pour le moins, le « mérite » d'avoir gagné une grande audience, visible également dans l'ouvrage *les 35 Heures et l'emploi*, préparé par Le Garrec... Le moins que l'on puisse dire est que toute la littérature actuelle, gouvernementale, syndicale, économique, s'alimente aux mêmes sources... patronales.

Cet engouement pour le « temps choisi » est d'autant plus frappant qu'il y a deux ans seulement la gauche dans son ensemble dénonçait le travail à temps partiel, ne parlait pas de partage du travail mais de diminution collective du temps de travail, dé-

fendait l'acquis de la journée hebdomadaire et le repos dominical.

Avant 1981, la bourgeoisie entendait bien imposer ses « solutions », reprises par le gouvernement Giscard. Barre se faisant le chantre du temps partiel comme solution au chômage, le PS et le PC ne pouvaient faire autrement que voter contre. Mais, dès juillet 1981, la direction de la CFDT finissait par signer l'accord avec le patronat sur le temps de travail. Il faut comprendre le revirement sur le « temps choisi » comme un indice de la volonté du gouvernement — aidé en cela par les partis de gauche et les directions syndicales — de donner à la bourgeoisie les moyens de réussir là où son offensive n'avait pu jusque là aboutir. Quelle différence existe-t-il en effet entre la politique actuellement mise en place et celle que préconisait Barre ? Rappelons pour mémoire l'hostilité du Premier ministre de Giscard pour cette « *idée saugrenue d'une baisse généralisée du temps de travail, ruineuse pour nos entreprises* » et son éloge du travail à temps partiel, « *le seul qui s'accompagne naturellement d'une réduction équivalente des salaires* »(4).

Mais nous l'avons vu, les dispositions actuelles sur le travail à temps partiel, malgré leur caractère incitatif, ne sont pas suffisantes pour permettre totalement et globalement la politique du « temps choisi ». Des négociations le plus décentralisées possible, par branche et de préférence par entreprise, sont ainsi prévues dans le cadre de la négociation globale de la réduction du temps de travail.

Au-delà, le rapport préparatoire au Plan insiste sur la nécessité de favoriser la généralisation du « temps choisi » par une action gouvernementale, y compris dans le cadre d'une concertation européenne, « *afin de lever les réticences* ». On découvre ainsi que « *l'espace social européen est parfaitement justifié en la matière* ».

Des mesures d'incitation au « temps choisi », le rapport ne manque pas d'en fournir, en précisant bien que celles-ci n'auront d'effet que si on les applique si-

## Le travail à temps partiel en France en 1982

En mars 1982, le temps partiel concernait 4,7 % des salariés, soit : 1 107 000 femmes (15,7 % des femmes salariées) et 206 000 hommes (1,9 % des hommes salariés).

Le taux des femmes travaillant à temps partiel est respectivement de 16,7 % dans les entreprises du privé et de 14,3 % dans le secteur public.

A ces chiffres s'ajoutent près de 300 000 femmes non salariées à temps partiel, c'est-à-dire essentiellement des « aides familiales ».

De mars 1981 à mars 1982 le taux de femmes salariées travaillant à temps partiel a augmenté de 7 %.

Dans le secteur privé, les taux de travail à temps partiel les plus élevés se rencontrent dans le commerce et les établissements de service : 24 % dans le commerce de détail alimentaire, 17 % dans le commerce non alimentaire, 18 % dans l'hôtellerie et la restauration, 38 % dans les établissements de nettoyage-entretien.

Dans l'industrie, le temps partiel est encore peu développé (3,9 % des femmes salariées). Mais c'est la solution vers laquelle se tournent de plus en plus de patrons pour diminuer leur main-d'œuvre tout en évitant les licenciements.

(Source : enquête-emploi INSEE, mars 1982).

### Evolution du temps partiel de mars 1981 à mars 1982

	hommes salariés	femmes salariés	% des femmes du secteur public	% des femmes du secteur privé
1981	243 000	1 035 000	11,9 %	15,8 %
1982	206 000	1 107 000	14,3 %	16,7 %

## Dossier

multanément. Concernant les travailleurs, ces mesures sont les suivantes :

- permettre le « temps choisi » pendant une période d'essai (6 mois par exemple) ;
  - prévoir le « temps choisi » pour une durée déterminée et reconductible ;
  - étaler le paiement des impôts pendant l'année de transition entre temps plein et temps partiel ;
  - susciter les formules combinées : « temps choisi » et formation en particulier pour les jeunes ;
  - permettre les congés sabbatiques inférieurs à un an ;
  - permettre des versements de retraites complémentaires ;
  - prévoir pour les travailleurs en mauvais état de santé la possibilité de travailler à temps partiel en bénéficiant d'indemnités de maladie partielles (étant donné que « l'arrêt maladie complet coûte cher ! ») ;
  - instituer un quota minimum de jeunes parmi les embauchés à « temps choisi » ;
  - droit de cotisations supplémentaires pour les futurs retraités ;
  - maintien d'une partie de l'allocation chômage aux chômeurs qui acceptent un temps partiel ;
  - ne pas payer les heures supplémentaires mais verser les sommes que cela représente à un organisme chargé du développement du travail à temps partiel.
- Comme on le voit, toutes ces mesures ont pour objectif non de répondre à une quelconque « aspiration » de certains travailleurs mais bien de contraindre une partie d'entre eux à opter pour cette formule, faute de choix réel. Notons, de ce point de vue, l'im-

### Le temps partagé autogéré

Deux personnes se répartissent un poste à temps plein et se partagent les horaires et la rémunération sans que l'entreprise intervienne dans cette répartition. En contrepartie le poste est toujours occupé, sauf dans le cas évident de maladie simultanée des deux contractants. Celui qui est en place peut exercer un « droit de veto » sur l'embauche du partenaire, mais s'il utilise ce droit, il doit assurer un temps plein. Au bout d'un an, il est possible de demander unilatéralement un mi-temps. L'expérience ne peut être suspendue que dans le cas d'un accord entre les deux parties.

Rêve patronal... oui, mais mis en application d'ores et déjà dans un centre de formation professionnelle.

portance de mesures destinées spécifiquement aux jeunes, population particulièrement visée désormais, en plus des femmes déjà largement concernées.

Mais la politique incitative ne s'arrête pas là. Elle consiste à offrir des avantages de toutes sortes aux patrons :

- diminution du taux de cotisation à l'UNEDIC, cette diminution étant plus incitative pour les entreprises dont la part de main-d'œuvre est importante dans les prix de revient.
- faire bénéficier de contrats de solidarité ;
- faciliter l'embauche de jeunes « sous des formes financières à définir » ;
- faire connaître et promouvoir le temps partagé.

Il sera alors d'autant plus facile « d'examiner avec les organisations syndicales les possibilités d'une meilleure efficacité dans les entreprises, par le temps partiel, par exemple, ou les souplesses dans l'aménagement du temps de travail, qu'il serait nécessaire d'obtenir afin de répondre à des commandes urgentes à l'exportation ». Ainsi parle sans ambage Yvon Chotard dans le *Matin* du 11 mai 1983. Le rêve du vice-président du CNPF est de voir les salariés travailler une semaine de 32 heures, puis une autre de 48 heures, pour répondre aux commandes. Temps « choisi », mais par le patron, c'est une évidence.

## Quelle demande de temps choisi ?

« Les frustrés du temps choisi »... C'est ainsi que le rapport de la commission du plan dénomme ceux qui seraient prêts de suite à travailler moins, quitte à gagner moins, et qui n'auraient pas aujourd'hui la possibilité de mettre en pratique leurs aspirations.

Ce genre de constatations autorise une attaque en règle contre « les organisations syndicales qui, polarisées sur la défense du pouvoir d'achat de leurs mandants et la réduction collective du temps de travail, oublient le drame des sans-emploi auxquels le temps choisi pourrait apporter une solution ».

Hormis le fait que l'on aimerait bien actuellement voir les syndicats ainsi « polarisés », il faut noter que la CGT s'est toujours déclarée hostile au temps partiel. Krasucki déclarait même, lors du passage des lois Giscard en 1981, que « voter pour ces lois c'est voter pour le CNPF et contre les travailleurs ». La virulence ne serait pas la même aujourd'hui, mais déjà à l'époque la CGT avait refusé de donner la moindre perspective de mobilisation sur cette question, les militantes féministes du GRIEF et des groupes femmes étant les seules à avoir organisé une manifestation de protestation. Quant à la direction de la CFDT, elle n'a pas à se sentir spécialement visée, elle qui prône le partage du travail et des revenus et publiait récemment dans *CFDT aujourd'hui* la contribution d'un économiste bourgeois favorable au temps partiel (5).

La CFDT se dit très soucieuse de prendre en compte la « forte demande » des femmes pour le travail à temps partiel, de même que certains courants du mouvement des femmes qui voient dans le temps partiel une « marge de liberté pour les femmes ». Dans les deux cas, ces arguments s'inscrivent dans une logique d'intériorisation et de gestion de la crise.

et qui se retrouveront sur le marché du travail déqualifiées, « trop âgées ». Elles se tourneront d'autant plus vers les métiers les plus dévalorisés (caissières par exemple), et souvent à temps partiel.

Une autre façon de considérer le problème est sans nul doute de prendre en compte les 85 % des chômeuses qui veulent, elles, travailler à temps plein ! Prétention démesurée, sans doute, aux yeux de ceux qui, crise oblige, voudraient voir enfermées les femmes dans le dilemme chômage ou temps partiel, à défaut de retour massif au foyer. Or, cette grande majorité des demandeuses d'emplois risque fort, si la politique du « temps choisi » se développe, de ne se voir offrir que des emplois à temps partiel. Sans compter toutes celles qui, aujourd'hui à temps plein, peuvent se voir mises devant l'alternative du licenciement ou du passage « volontaire » à temps partiel. C'est bien le droit à l'emploi des femmes qui est remis en cause, sous couvert de prise en compte d'une « demande potentielle ».

Il est évident par ailleurs que si pour certaines femmes le temps partiel peut paraître une « solution », il faut voir là la conséquence de la double journée de travail, des conditions de travail des femmes cantonnées dans les métiers les plus déqualifiés, les moins payés ; la conséquence également de la pénurie d'équipements collectifs. Vouloir « aménager » la vie des femmes par le temps partiel, c'est les maintenir dans ce statut d'infériorité et de surexploitation, plutôt que de reconnaître que si les femmes ont toutes les raisons de vouloir travailler moins, elles n'ont aucune « aspiration » à gagner encore moins.

## Chômage partiel institutionnalisé

Le temps partiel n'est pas une solution au chômage. Pas plus en France que dans les autres pays européens, comme par exemple l'Angleterre où le fort taux de travail à temps partiel se cumule avec un chômage massif. Les patrons eux-mêmes l'avouent,

Ils tournent le dos aux revendications collectives liant baisse de travail pour tous et augmentation du pouvoir d'achat, considérées comme impossibles à satisfaire. Une telle position a pour conséquence de proposer quelques « aménagements » pour certains et la remise en cause des acquis pour tous.

Il est nécessaire de revenir sur la question de la « forte demande » des femmes pour le temps partiel (il est bien évident que personne n'oserait parler d'aspiration masculine au temps partiel) ; argument fort, « indiscutable » au dire de certains.

Dans une période où l'on assiste à une augmentation importante et continue du taux d'activité des femmes, malgré la crise, il serait faux aujourd'hui de considérer la demande de travail à temps partiel des femmes comme un phénomène massif. Si depuis 1981 — c'est-à-dire depuis les lois giscardiennes sur le temps partiel — la demande des chômeuses pour cette formule de travail est passée de 8 à 15 %, celle des femmes travaillant à temps plein et désireuses de passer à temps partiel n'est que de 4,3 % (6).

Il faut considérer le fait que certaines femmes n'ont d'ores et déjà guère d'autre choix qu'entre le chômage et le temps partiel, en particulier les femmes qui s'inscrivent à l'ANPE, après une période au foyer,

### Le travail à temps partiel en Europe (en 1980).

		CEE	France	RFA	Italie	Pays-Bas	Belgique	Luxembourg	RU	Irlande	Danemark
% de salariés travaillant à temps partiel	H	1,5	1,7	0,8	2,0	1,4	0,4	—	2,0	1,2	1,9
	F	23,7	12,2	23,2	6,8	18,9	10,8	14,1	41,7	7,6	40,2
	Ens.	9,3	5,7	8,8	3,3	5,8	3,6	4,1	17,7	3,2	18,0
Par secteur : Agriculture	H	2,9	3,8	2,0	2,3	1,2	0,4	5,4	3,7	4,2	4,6
	F	21,7	24,2	21,3	10,6	19,7	24,5	33,3	55,4	6,5	41,5
	Ens.	6,8	6,8	7,7	4,4	2,3	2,3	8,9	13,8	4,3	8,1
Industrie	H	1,2	0,9	0,6	2,6	0,8	0,3	0,2	1,1	0,7	1,0
	F	16,7	6,1	19,3	6,1	17,2	3,4	10,4	30,4	4,5	31,0
	Ens.	4,8	2,2	5,3	3,3	2,6	1,0	1,1	8,4	1,5	7,3
Services	H	2,0	2,6	1,0	1,1	2,0	0,6	0,8	3,1	1,4	2,6
	F	27,0	14,6	25,4	6,9	19,2	14,4	14,7	46,0	8,9	42,3
	Ens.	13,5	8,4	12,5	3,1	8,2	6,1	6,7	25,4	4,5	24,5

Source : Rapport au Sénat de J. Gravier au nom de la commission des affaires sociales (oct. 1980).

## Dossier

comme ce directeur du personnel de l'usine de Peugeot-Sochaux : « *Le taux d'absentéisme (12 % en moyenne) a baissé sur les postes à mi-temps de trois quarts. 500 postes pour la seule fabrication devraient être supprimés en un an (7).* »

Considérons également à quel moment les patrons donnent le « choix » du temps partiel à leurs salarié(e)s : que ce soit à Bekaert-Cokerill en Belgique (voir document en annexe) ou à Arthur Martin en France, la question du temps « choisi » est posée aux travailleuses sous la forme d'un chantage : il faut licencier, dégraisser... à moins qu'une partie des travailleuses (« là où il y a deux salaires à la maison », comme c'était dit à Arthur Martin) acceptent le temps partiel ; qu'elles se sacrifient sur l'autel de la crise...

La direction de l'usine Arthur Martin de Revin, dans les Ardennes, ne se risquerait sans doute pas à parler de « temps choisi » aux 220 femmes de l'établissement à qui elle voulait, en avril 1983, imposer le mi-temps. Celles-ci ont tout de suite réagi, soutenues par les sections syndicales CGT et CFDT. Les 120 travailleuses en poste le matin ont débrayé pendant la réunion qui se tenait entre le patron et les syndicats. Un accord a pu se faire, où il n'est plus question d'imposer arbitrairement le temps partiel...

La popularisation de ce type de lutte est aujourd'hui de grande importance, quand la pratique du « temps choisi » imposé (illégal en théorie) se généralise. Ainsi, toujours dans les Ardennes, le temps partiel a pu être imposé dans une entreprise sans que les sections syndicales réagissent. Dans une autre, c'est le chômage technique de douze heures qui a été imposé aux femmes, et aux femmes seulement...

Il faut avoir une conception tout à fait particulière pour voir là une politique de création d'emplois quand il s'agit de mettre au chômage partiel une partie importante de la classe ouvrière. Il est mensonger de faire croire que les patrons créeraient des emplois si on développait le temps partiel, alors que leur objectif est bien d'en supprimer, grâce au temps partiel !

C'est une autre voie qu'il faut prendre en définissant une politique de plein emploi partant des besoins des travailleurs. Contre le chômage, il faudrait tout d'abord les 35 heures sans diminution de salaire, avec embauches et maintien des avantages acquis. Les travailleurs ne feraient que récupérer une partie de l'augmentation de productivité qui s'est accumulée depuis 1936. C'est ensuite en donnant aux travailleurs la possibilité de contrôler les embauches et les licenciements que le gouvernement pourrait prétendre réellement lutter pour l'emploi de toutes et tous.

Partant de la nécessaire indépendance économique des femmes, et pour garantir leur droit à l'emploi, il faut imposer les conditions d'une répartition des tâches ménagères et d'éducation des enfants qui reposent encore quasi exclusivement (un enfant sur soixante trouve une place dans une crèche collective !) sur elles en créant un réseau d'équipements collectifs correspondant aux besoins, tant de quantité que de qualité.

1. Entrevue Gattaz-Mitterrand le 18 avril 1983.
2. « Le Temps choisi », ministère au Plan. Documentation française.
3. Idem.
4. « L'Expansion » du 5 septembre 1980.
5. « CFDT aujourd'hui », mars 1983.
6. Enquête emploi 1982. INSEE.
7. « Le Monde » du 23 décembre 1982.

## La législation sur le temps partiel

● **Décembre 1980-janvier 1981** : le gouvernement Giscard-Barre fait voter en urgence par le Parlement deux lois sur le temps partiel, l'une pour le privé, l'autre pour la fonction publique. Il s'agit d'assouplir la législation pour permettre au patronat de développer cette forme de travail et de rattraper son retard sur les pays voisins en la matière. Désormais, grâce à la limitation des charges et obligations patronales, deux mi-temps ne reviendront pas plus cher qu'un temps plein.

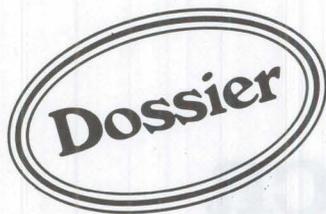
● **Mars 1982** : le gouvernement Mauroy adopte deux nouvelles ordonnances sur le temps partiel, dont l'objectif proclamé est de renforcer les garanties individuelles des salarié(e)s à temps partiel. Qu'en est-il ?

### Ce qui change :

- Les droits sociaux sont les mêmes que pour les travailleurs à temps plein.
- Le refus de travailler à temps partiel ne peut être un motif de licenciement.
- Tout salarié effectuant plus de 15 heures par semaine compte pour le calcul des effectifs dans l'entreprise.

### Ce qui reste :

- Le retour au temps complet n'est pas automatique, sur simple demande du salarié.
- L'ordonnance ne fixe aucun quota maximum de travailleurs à temps partiel par entreprise.
- Ni droit de veto des CE, ni contrôle syndical sur les embauches à temps partiel.
- Les heures complémentaires n'impliquent pas de majoration de salaire, à la différence des heures supplémentaires des travailleurs à temps plein.
- Le calcul des pensions de retraite se fait au prorata du temps travaillé.



## **Déclaration des travailleuses de Bekaert-Cokerill licenciées pour avoir refusé le temps partiel**

Bonjour,

*Je m'appelle Marguerite Staquet et voici Christine Baetens. Nous faisons partie des treize femmes licenciées de Bekaert Cokerill à Fontaine-l'Evêque en Belgique.*

*Nous avons été sacrifiées pour avoir refusé de céder notre poste de travail aux hommes de notre entreprise. Dans cette clouterie, les hommes, et parmi eux nos maris, fabriquent les clous, et nous, nous les collons et les emballons. Il y a sept ans, notre usine occupait 980 travailleurs hommes et femmes. On a commencé à licencier 180 personnes, puis 50, puis 70. "On coupe les branches mortes", nous disait la délégation syndicale. Pour arriver jusqu'en août 1982 avec plus ou moins 275 personnes dont plusieurs devaient être prépensionnées. Le 18 août 1982, tous les travailleurs et travailleuses de l'entreprise décident de partir en grève car la direction menaçait d'emporter l'outil de travail près du siège social de l'entreprise, à Hémiksem, dans les Flandres. On annonce 15 licenciements, puis 20, puis d'autres chiffres. Nous continuons la grève. En septembre, 28 licenciements sont envoyés, 18 hommes et 10 femmes. Nous continuons la grève jusqu'en octobre où une convention discriminatoire nous est imposée par le patron et les syndicats, avec le chantage à la fermeture à l'appui. On imposait le temps partiel aux 28 femmes non chefs de ménage sur les 31 travailleuses. Les hommes n'étant plus concernés, leur nombre majoritaire l'a emporté dans le vote syndical.*

*La convention ne fut même pas lue. Le travail a repris le 19 et 20 octobre (la mort dans l'âme bien sûr). Les délégués syndicaux promirent de rediscuter secteur par secteur. Ce qui fut fait une semaine après la reprise du travail, le 28 octobre. Entre-temps, comme nous n'étions pas d'accord avec ce travail à temps partiel, nous avons essayé de savoir si nous les femmes avions des commandes dans notre secteur. Affirmatif, pas de chômage et beaucoup de travail. Alors pourquoi ce travail à temps partiel imposé rien qu'aux femmes ? Tout simplement pour mettre des hommes d'un autre secteur qui chômaient partiellement et qui avaient moins de travail, pour les mettre à notre place à temps plein, hommes qui gagnent 40 francs de l'heure en plus que nous.*

*Alors nous avons proposé de partager le travail avec ces hommes, de chômer partiellement avec eux, mais de garder notre droit au temps plein. C'était notre travail à nous et nous ne voyions pas pourquoi nous devions faire les frais du trop de travailleurs masculins.*

*Les délégués et les permanents syndicaux demandèrent*

*une négociation avec la direction pour rediscuter du point 1-4 de la convention, le point discriminatoire. La date du 22 novembre fut annoncée. Le mercredi 3 novembre au matin, les 28 préavis furent envoyés. Nous nous sommes réunies l'après-midi et nos délégations syndicales nous firent partir en grève. Nous ne pouvions pas accepter notre préavis, car on nous licencierait de notre temps plein pour nous réengager à temps partiel avec un contrat qui prenait fin avec la convention, c'est-à-dire en décembre 1983.*

*Alors, nous, les 28 femmes, nous avons décidé de défendre nos droits nous-mêmes, car les patrons et les délégations syndicales n'étant pas pressés par notre problème, nous avons dû faire appel aux fédérations de femmes au niveau national ainsi qu'aux parlementaires européens : nous étions victimes d'une discrimination sexiste.*

*Les délégations syndicales se sont scandalisées que nous ayons pu penser, agir, nous battre nous-mêmes pour nous défendre, alors elles nous laissèrent tomber : nous faisons grève seules.*

*Le 22 novembre, jour de commission paritaire, nous avons demandé que deux d'entre nous puissent participer à cette commission qui concernait notre avenir : refus catégorique de part et d'autre. Nous sommes restées sous la pluie sans que l'on prenne la peine de venir nous dire quoi que ce soit. Ce n'est que deux jours plus tard, alors que nous occupions notre usine, qu'une assemblée générale eut lieu et, là, 13 femmes ont vu leur nom affiché au mur, nous étions 13 licenciées, sacrifiées pour avoir voulu défendre nos droits. "Il fallait faire un exemple, ont dit les délégués syndicaux, pour qu'à l'avenir, celles qui restent se taisent et acceptent ce que nous les hommes nous pensons pour elles."*

*Ils pensaient qu'en nous mettant à la porte, notre combat était terminé ! Et bien, ils se sont trompés, il n'a fait que commencer. Nous avons déposé des plaintes et engagé le processus juridique. Christiane et moi avons porté une pétition à Strasbourg. Notre plainte est déposée au tribunal du travail et nous continuons notre lutte, nous ne cessons d'ameuter l'opinion publique pour que ce qui nous arrive ne se représente plus, pour que les femmes soient considérées comme des travailleuses à part entière avec et comme les hommes.*

*Sur notre préavis de licenciement, on a inscrit "licenciement d'ordre économique", alors qu'aujourd'hui 25 hommes remplacent les 13 femmes licenciées avec un salaire supérieur de 40 FB de l'heure et en faisant la moitié de la production.*

*En Belgique, nous avons été nommées "Femmes de l'année" pour notre courage et notre ténacité. Ce prix, c'est aussi grâce à nos maris que nous l'avons gagné, car sans eux, notre combat n'aurait pas été aussi loin. Ils étaient toujours là pour nous aider dans les moments difficiles, nous encourager quand notre moral baissait et nous aider à faire les vaisselles oubliées. Nous leur devons beaucoup. Maintenant nous avons compris ce que le mot "solidarité" veut dire. Et nous savons qu'une injustice commise envers une seule femme est une menace pour toutes les autres. Il ne faut plus que les patrons et les syndicats fassent payer la crise aux femmes. C'est pourquoi nous ne baisserons pas les bras, nous gagnerons notre cause et nous répondrons présentes chaque fois que l'on fera appel à nous, car beaucoup de gens se sont mobilisés pour nous aussi.*

*Nous sommes venues ici pour que l'opinion française connaisse notre licenciement discriminatoire, puisse nous soutenir et empêcher pareille injustice en France. Ce fut un trop dur combat. Qu'il serve aussi à apprendre aux femmes qu'elles ont les mêmes droits que les hommes.*

Merci

# Lettre de la LCR au PSU

Le PSU réunit les 11 et 12 juin un congrès extraordinaire consacré, après la nomination d'Huguette Bouchardeau au poste de secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie, à sa position par rapport au gouvernement. Nul doute qu'il s'agisse là d'un congrès décisif pour l'avenir de ce parti.

La LCR s'est adressée au PSU par une lettre, que nous reproduisons ici. Elle fait suite à une rencontre des bureaux politiques des deux organisations, le jeudi 28 avril. Lors de cette réunion, il avait été convenu d'un commun accord de poursuivre la discussion engagée sous la forme d'une table ronde dans *Critique communiste*. La direction du PSU estimant par la suite qu'il ne lui était pas possible de participer à un tel débat, la LCR considère pour sa part qu'il serait dommageable que la discussion ne puisse se poursuivre, sous une forme ou sous une autre. En tout état de cause, la presse de la LCR demeure ouverte à toute contribution ou réponse que le PSU déciderait de lui faire parvenir.

**U**N débat approfondi entre le PSU et la LCR nous apparaît indispensable. Il nous semble que les problèmes dont vous discutez concernent très directement, au-delà des militants organisés dans les rangs du PSU et des travailleurs que vous influencez, l'ensemble du mouvement ouvrier et, plus particulièrement, ses composantes d'extrême gauche.

Nous considérons, en effet, que dans la vie politique française, le PSU représente un capital politique incontestable. A travers un combat de plusieurs décennies, le PSU a défendu une tradition d'indépendance par rapport aux compromissions des partis majoritaires au sein de la classe ouvrière, une volonté de dégager une alternative au ré-

formisme et une continuité dans le combat anticolonialiste et anti-impérialiste.

Ce qui fait qu'à de multiples occasions les militants du PSU et de la LCR se sont retrouvés au coude à coude dans des combats communs. Sans remonter très loin dans le passé, il suffit de rappeler que, malgré les divergences, nous avons participé ensemble à l'action d'Union dans les luttes contre la division, à la manifestation du 5 juin 1982 lors de la venue de Reagan à Paris.

Tout cela témoigne d'un fait : malgré les divergences profondes qui nous séparent, une même volonté nous a souvent permis de nous retrouver pour mener ensemble les actions que nécessitait la défense des intérêts des travailleurs et des peuples, contre le capitalisme et l'impérialisme.

Or, nous ne vous dissimulons pas qu'à nos yeux ce capital politique que représente le PSU nous semble aujourd'hui gravement mis en cause par l'entrée de Huguette Bouchardeau au gouvernement.

Alors que, depuis sa création, le PSU était apparu comme respectant un certain équilibre politique entre la gauche réformiste et les organisations révolutionnaires, aujourd'hui, avec le débat que vous avez sur la participation ou non au gouvernement, cet équilibre est rompu. Ou bien, à l'issue de son prochain congrès, le PSU confirme sa participation au gouvernement et une telle dérive ne peut conduire, selon nous, qu'à sa destruction politique à terme par ralliement, sous une forme ou une autre, au Parti socialiste. Ou bien, c'est le rejet de cette perspective et la réaffirmation de la vocation initiale du PSU : la volonté de construire une alternative politique et organisationnelle au stalinisme et à la social-démocratie, en échappant aux ornières de la collaboration de classes.

Bien, évidemment, il appartient aux seuls militants et militantes du PSU de

trancher cette question décisive dans un sens ou dans l'autre. Mais, à notre mesure, en gardant la place qui est la nôtre, et dans le respect absolu des choix que vous allez être amenés à faire, nous voudrions faire entendre notre voix dans ce débat. Débat qui, selon nous, répétons-le, nous concerne comme il concerne l'ensemble du mouvement ouvrier.

Il ne s'agit pas, dans cette lettre, de recenser toutes les batailles dont il nous semble qu'elles pourraient être menées en commun, que ce soit pour la défense des revendications ouvrières, pour la lutte contre le racisme, pour la solidarité avec les peuples en butte aux agressions impérialistes ou avec le peuple polonais résistant à l'oppression stalinienne. Tous ces combats, quel que soit le choix final de votre congrès, nous continuerons à vous proposer de les mener ensemble.

Non, il s'agit de débattre pour savoir si, tout en prenant en compte les désaccords actuels qui nous séparent, il est possible de cerner ces désaccords, peut-être d'en surmonter certains, et d'envisager un projet politique global que, vous et nous, nous pourrions partager. En effet, pour la mobilisation et l'avancée vers le socialisme, il serait important que, sans cacher nos divergences, nous puissions affirmer des réponses communes dans la situation présente.

Cette lettre n'a d'autre objet que de vous soumettre ce qui nous semble constituer quelques éléments fondamentaux par rapport à la définition d'un tel projet. Et ce afin d'engager ce débat dont nous jugeons qu'il est urgent et décisif.

### **Nécessité de l'indépendance totale par rapport au gouvernement**

Dans la situation présente, dominée par l'accession au gouvernement du PS et du PCF, cette question de l'attitude par rapport au gouvernement constitue la question clé.

Compte tenu de la nature réformiste de ces partis, il convient de caractériser clairement ce gouvernement comme étant un gouvernement de collaboration de classes. La recherche permanente du compromis avec le patronat, qui conduit à l'adaptation aux impératifs capitalistes et à une politique d'austérité, la volonté de s'inscrire dans le cadre des institutions gaullistes de la V<sup>e</sup> République, le maintien du programme nucléaire, le respect des alliances impérialistes de la France... Tout cela ne constitue pas des aspects secondaires de la politique gouvernementale, susceptibles d'être redressés sous la pression populaire. Il s'agit du fond même de cette

politique, que ce gouvernement défendra contre vents et marées.

C'est pourquoi nous considérons, pour notre part, qu'il y a incomptabilité entre le combat pour l'indépendance de la classe ouvrière et toute forme de soutien à la politique de collaboration de classes du gouvernement.

Nous estimons que la tâche des révolutionnaires est de travailler en perspective d'une mobilisation de la classe ouvrière qui, seule, pourra créer les conditions de l'affirmation d'une alternative ouvrière à la collaboration de classes et au gouvernement actuel.

C'est en fonction d'une telle perspective que la question de la solidarité gouvernementale apparaît comme le discriminant principal entre les différentes organisations ouvrières.

Or, le PSU, même s'il s'en défend, apparaît engagé de fait dans la solidarité gouvernementale à partir du moment où son dirigeant national le plus connu est membre du gouvernement. Au demeurant, Huguette Bouchardeau ne dit pas autre chose, par exemple dans son interview au *Matin* du 28 avril 1983 : « La solidarité gouvernementale, ça existe. Je ne me vois pas mettant en question tel ou tel aspect de la politique du gouvernement. »

Dans ces conditions, maintenir l'idée que le PSU pourrait être au gouvernement sans être solidaire du gouvernement, constitue une contradiction insurmontable. Car, ou bien le PSU s'affirme comme « parti de gouvernement », et il est, inéluctablement, appelé à défendre la politique de celui-ci sous tous ses aspects. Ou bien le PSU combat cette politique et participe aux luttes des travailleurs contre l'austérité, et, dans ce cas, son discours ne peut être perçu que comme un hypocrite exercice de double langage.

Pour notre part, nous considérons que la participation au gouvernement ne peut signifier qu'une chose : l'incapacité à assumer les responsabilités d'une organisation se voulant fidèle aux intérêts des travailleurs. Non seulement, demain, par le refus de s'appuyer sur une mobilisation révolutionnaire des masses, mais, dès aujourd'hui, par le soutien apporté à une politique contraire aux intérêts de la classe ouvrière.

De ce point de vue, il n'est pas anodin de constater que le PSU est appelé à participer au gouvernement au moment où celui-ci engage une politique ouverte et brutale d'austérité.

Qui peut dire qu'une politique d'austérité contre les travailleurs, de maintien des alliances impérialistes de la France et de poursuite de la militarisation est une politique qui, d'une quelconque façon, va dans le sens des intérêts des travailleurs ?

Le 5 juin 1982, lors de la venue de Reagan à Paris, nous avons manifesté ensemble dans la rue contre l'impérialisme et la politique de surarmement, en solidarité avec les peuples d'Amérique centrale. Il nous semble que nous avons, alors, assumé en commun les responsabilités qui sont celles d'organisations anti-impérialistes et anticapitalistes, non enchaînées au char du réformisme et de la collaboration de classes. Huguette Bouchardeau, pas encore ministre, avait, pour sa part, participé aux fastes de Versailles et à l'accueil officiel de Reagan. Nous y voyons plus qu'un symbole, un prélude : dès lors que le PSU se situerait dans le cadre de la participation gouvernementale, c'est toute sa politique, qu'il le veuille ou non, qui s'en trouverait changée, l'amenant à préférer les douces compromissions de la solidarité gouvernementale aux dures contraintes de l'action indépendante au service des travailleurs.

Car cette action indépendante suppose, nous en sommes convaincus, une position indépendante par rapport au gouvernement, un refus de toute solidarité gouvernementale avec des partis dont le choix fondamental est celui de la collaboration de classes.

### **Pour une orientation de mobilisation unitaire contre la droite et le patronat.**

Une telle indépendance doit-elle se traduire aujourd'hui en une dénonciation brutale de ce gouvernement, un combat visant à son renversement ?

Non ! Nous n'établissons pas un trait d'égalité entre un gouvernement de ce type, formé majoritairement par les partis qui ont la confiance des travailleurs, et un gouvernement de droite. Cette analyse du gouvernement est l'un des désaccords principaux que nous avons avec les camarades de Lutte ouvrière. Désaccord dont nous débattons publiquement dans la mesure où nous pensons qu'il est totalement faux et dangereux de renvoyer dos à dos un tel gouvernement, quelle que soit sa politique, avec un gouvernement réactionnaire. Parce que, précisément, le gouvernement actuel entretient avec la classe ouvrière des rapports qui sont tout à fait particuliers, ce qui, au demeurant, explique la complexité de la situation dans laquelle nous nous trouvons depuis le 10 mai 1981.

Le gouvernement mène une politique de cadeaux au patronat qui se paye d'attaques contre les travailleurs. Ce qui ne peut conduire qu'à l'échec de l'expérience engagée et à une défaite des travailleurs. La droite et le patronat s'en félicitent, car leur objectif est de

renverser la majorité actuelle, pour permettre le retour en force des partis réactionnaires, et attaquer encore plus durement les travailleurs en profitant de la démoralisation provoquée par un tel échec.

Dans ces conditions, tout en condamnant fermement la politique d'austérité du gouvernement, il ne saurait être question d'engager un combat contre le gouvernement sous des formes qui pourraient profiter à la droite et favoriser son retour.

Nos efforts doivent tendre, au contraire, à mener le combat contre le retour de la droite. A notre échelle, c'est ce que nous avons fait lors des municipales en appelant, au second tour, à voter pour les listes PS-PCF contre la droite. C'est aussi ce que nous faisons, aujourd'hui, en proposant à l'ensemble du mouvement ouvrier d'organiser une manifestation unitaire contre les actions fascistes et racistes qui tendent à se multiplier sur la base de l'offensive de la droite.

A ce propos, on ne peut que regretter l'attitude du PSU qui, comme le PS et le PCF, s'est refusé à appeler à une manifestation unitaire. Malgré les réunions convoquées par la Ligue des droits de l'homme, la LCR a dû assumer seule l'organisation de la manifestation du 18 mai à Paris.

Il n'y a pas opposition entre, d'une part, l'appel à la mobilisation pour refuser l'austérité et imposer une autre politique, et, d'autre part, le combat contre le patronat et la droite.

A l'inverse, il n'est pas de meilleure aide à l'offensive de la droite que l'attitude du PS et du PCF qui consiste à demander aux travailleurs de soutenir une politique qui va contre leurs intérêts, tout en entretenant la division et la passivité dans les rangs ouvriers.

Agir ainsi c'est, on ne peut plus sûrement, préparer l'échec. Tandis qu'on laisse la rue à la droite, on démoralise les travailleurs et on sape les bases populaires du régime.

C'est tout autre chose que doivent préconiser ceux et celles qui refusent la perspective de l'échec : la mobilisation ouvrière autour des revendications, seul moyen de faire barrage à l'offensive patronale, d'empêcher le retour de la droite, et d'imposer une politique de véritable changement au service des travailleurs et non de capitulation devant les exigences de la bourgeoisie.

Travailler à la défense d'une telle politique, dans les mouvements de masse, dans les syndicats, dans les luttes, tel est le combat de classe contre la droite et le patronat, en toute indépen-

dance par rapport au gouvernement. Nous pensons qu'il devrait être possible de le mener ensemble.

### Pour une autre politique !

Un débat très large et approfondi serait nécessaire pour définir, dans le prolongement de la défense des revendications immédiates des travailleurs, les propositions concrètes qu'il conviendrait d'opposer à la politique gouvernementale de collaboration de classes.

Il semble que vous nous reprochiez assez fréquemment de réduire notre intervention à une dimension strictement revendicative, minimale quant aux perspectives proposées.

Ces reproches ne nous semblent pas justifiés et il conviendrait d'avoir un débat approfondi pour cerner les positions des uns et des autres, préciser exactement les divergences. Dans la mesure où une telle discussion ne peut être improvisée — ni menée de façon unilatérale ! — nous nous contenterons ici de quelques remarques pour tenter de clarifier les données du débat.

Nous ne pensons pas qu'il faille opposer ce qui serait de l'ordre de la défense des revendications immédiates (qui, dans la situation de crise, n'ont rien « d'économiste », voire de « corporatiste ») et ce qui ressortirait de la contestation du modèle de production et de consommation capitaliste (le « productivisme »).

Dans l'un et l'autre registre, et quelle que soit la terminologie utilisée, ce qui est en cause c'est la logique capitaliste du profit. Celle-ci produit une anarchie de la production qui conduit aux problèmes que nous connaissons : surproduction de marchandises, gâchis et gaspillages, en particulier sous la forme dramatique du chômage, capacités de production inutilisées d'un côté. Et de l'autre, développement de la faim et de la misère à l'échelle mondiale, surexploitation des travailleurs, besoins immenses non satisfaits en matière de santé, d'éducation, de culture, de logement... La crise est l'expression spectaculaire de ces contradictions.

Or, à la crise de son système, le capitalisme s'efforce d'apporter une réponse qui est de faire payer celle-ci aux travailleurs pour « assainir » l'économie et restaurer ses taux de profit. Les éléments de cette offensive capitaliste sont clairs, on les voit mis en œuvre dans la totalité des pays capitalistes. Ce sont le développement du chômage, les fermetures d'entreprises, la restructuration de branches entières, la baisse du pouvoir d'achat, la remise en cause des acquis en matière de protection sociale, la diminution des budgets sociaux, le

développement du travail à temps partiel, du travail intérimaire, etc.

Appréhender le sens de cette offensive anti-ouvrière, c'est comprendre que la défense des intérêts ouvriers passe par un combat contre ces politiques que l'on peut globalement qualifier « d'austérité », quels que soient les alibis dont elles se parent. Défense de l'emploi, défense du pouvoir d'achat, défense des acquis : ce ne sont pas là des objectifs étroitement économistes, mais la principale ligne de front face à l'offensive du capital.

Il ne s'agit pas de s'arrêter ici — ce qui, en tout état de cause, n'est pas possible — mais de comprendre que là est le noeud de la situation et du combat. Ou on accepte l'idée qu'il faut « faire avec la crise », et on cède aux exigences capitalistes, on brade les intérêts ouvriers (en « négociant » la baisse du pouvoir d'achat, en « cédant » sur les licenciements, le temps partiel, les acquis...), dans l'espoir, vain, que ces « sacrifices » permettront la relance des investissements ! Ou bien on se bat pied à pied contre les empiètements du capital, en montrant qu'une autre logique est possible : la diminution du temps de travail, la création d'emplois, la réorganisation de l'économie pour la satisfaction des besoins de la population...

Adaptation aux exigences du capital ou rupture avec la logique du profit : telle est bien l'alternative !

Cette perspective de la rupture avec le capitalisme nous semble poser l'ensemble des problèmes soulevés par ce que vous appelez le refus du « productivisme » : refus de la logique capitaliste qui sacrifie les conditions de travail et de vie du plus grand nombre à la défense des privilèges de quelques-uns, définition d'un autre modèle économique que celui de « la production pour le profit » comme fin en soi, au profit d'une organisation économique et sociale tournée vers la satisfaction des besoins populaires, permettant de donner une place nouvelle au travail, de créer de nouveaux rapports sociaux, de nouer de nouvelles relations avec les peuples des pays dominés... En un mot : d'ouvrir la voie au socialisme !

Mais ce combat pour le socialisme doit s'ancrer aujourd'hui dans une lutte immédiate, urgente et décisive, qui est celle du refus de l'austérité. C'est-à-dire la contre-offensive ouvrière face aux attaques du capitalisme.

Contre-offensive ouvrière qui ne peut être qu'un combat d'ensemble articulant défense intransigeante des revendications ouvrières les plus urgentes en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de défense des acquis, la défense des mesures anticapitalistes pour

rompre avec la logique du profit et de l'austérité, et l'appui sur la mobilisation ouvrière pour le contrôle ouvrier, l'auto-organisation des travailleurs.

Car, opposer au capitalisme en crise la perspective d'une économie tournée vers la satisfaction des besoins, c'est, nécessairement, en appeler à la mobilisation des travailleurs, s'appuyer sur leur capacité de contrôler la production et l'économie... En un mot : préparer par la lutte une société autogérée. Une autogestion qui signifierait le pouvoir des travailleurs, et pas une invitation à gérer, au profit des patrons, la crise et l'austérité...

Nous ne prétendons pas avoir des réponses achevées sur toute ces questions. Mais il nous semble qu'à partir de certains éléments de réflexion comme ceux-ci, une discussion collective peut avoir lieu. Un tel débat pourrait, par exemple, permettre de définir, face à la crise, un « plan d'urgence », orienté vers le socialisme et s'opposant aux abandons, par les directions majoritaires du mouvement ouvrier, des objectifs de transformation sociale.

Il s'agit, succinctement ici, d'indiquer un certain nombre de problèmes qui, au vu de la discussion entre nos deux bureaux politiques, semblent pouvoir faire divergence entre nos deux organisations. Quelles sont la nature et l'ampleur exactes de ces divergences, seul un débat prolongé permettrait de le dire. Pour notre part, nous sommes prêts à un tel débat et c'est pour le favoriser que nous vous envoyons ces premiers éléments. Nous espérons que, de votre côté, vous y êtes également prêts. Un tel débat, nous en sommes sûrs, au-delà des militants du PSU et de la LCR, intéresserait nombre de travailleuses et de travailleurs qui, dans la situation actuelle, se posent aussi ce type de questions.

En espérant une réponse de votre part, recevez, camarades, nos salutations révolutionnaires.

**Le bureau politique de la LCR**

□

# POLOGNE

## L'activité de dans

**L**ES documents que nous publions ci-après témoignent de l'activité quotidienne de Solidarnosc dans les usines en Pologne. Une activité d'une grande richesse, qui conditionne l'avenir du mouvement social dans ce pays et le rôle du syndicat clandestin.

« Notre but suprême, c'est une autogestion généralisée, mais on ne saurait y parvenir sans lutter sur des objectifs partiels et immédiats », disait Wladyslaw Frasyuniuk en septembre 1982. Durant les mois suivants, le mouvement social Solidarnosc devait toutefois entrer dans une phase de reflux. Entre beaucoup d'autres choses, cela était dû à l'incapacité de la direction nationale clandestine — la TKK — et des directions régionales à impulser des luttes partielles de caractère économique et politique dans les entreprises.

Entre le 1<sup>er</sup> Mai 1982, quand la classe ouvrière célébra pour la première fois la fête des travailleurs sous le sigle Solidarnosc, et le 31 août où le syndicat clandestin descendit dans les rues de tout le pays pour célébrer le second anniversaire des accords de Gdansk, les grandes mobilisations ouvrières et populaires eurent lieu sur des mots d'ordre généraux de résistance à la dictature militaire et de lutte pour les libertés syndicales. Elles pri-

### L'arme de la grève partielle

par Bogdan Lis

Le problème principal est que l'explosion sociale ne survienne pas prématurément car on peut en arriver à une situation où les gens ne voient

rent le plus souvent la forme de manifestations de rue.

A l'époque, de nombreuses contributions de la presse clandestine insistaient sur la nécessité d'un travail plus systématique d'organisation au sein des entreprises. Et les luttes partielles sont à l'évidence la seule perspective qui assure une mobilisation plus quotidienne de la classe ouvrière et permette de renforcer ses capacités de lutte. S'engager dans une telle voie impliquait cependant l'existence de structures clandestines solides dans les usines. Or, l'orientation donnée par la majorité des organes dirigeants de Solidarnosc n'était pas alors centrée sur cette perspective, pas plus que sur la construction de coordinations syndicales interentreprises.

Si Frasyuniuk avait un point de vue particulier sur cette question déjà à ce moment-là, c'est parce que la reconstruction du syndicat clandestin sur les lieux de travail constituait l'objectif central de l'orientation prévalant dans la région qu'il dirigeait — la Basse-Silésie. Et des progrès significatifs avaient déjà été effectués dans ce sens.

Après l'échec de la grève générale en novembre 1982 et le reflux qui marqua toute la période de l'automne, le mouvement de masse commença à se réanimer progressivement vers la fin

pas d'autre issue et se lancent à corps perdu.

Les dirigeants syndicaux devaient mener l'activité de telle manière que le peuple tire profit des sacrifices qu'il est prêt à subir. Nous redoutons cette explosion trop tôt, avant une action de caractère national. En essayant de penser selon les catégories politiques, nous agissons sans doute d'une façon que l'on peut juger trop prudente. Mais nous de-

# Solidarnosc

## les usines

de l'année. Il est significatif que la reprise de l'action soit justement passée par le développement de luttes partielles dans les entreprises. Elles eurent d'abord un caractère spontané et furent impulsées à la base par les commissions syndicales de certaines usines. Il s'agissait de grèves très brèves, mais massives, voire de menaces de grève. « Obserwator Wojenny » (l'Observateur de guerre), le bulletin du Comité de grève interentreprises (MKS) de Nowa-Huta, fit alors un premier bilan de ces luttes. Déjà, quelques mois auparavant, Bogdan Lis, président du syndicat clandestin de Gdansk, avait fait une première tentative de systématisation des formes possibles de luttes partielles économiques et politiques. Nous reproduisons ce texte à partir d'un bulletin édité à Cracovie.

Dans la déclaration-programme « Solidarnosc aujourd'hui » publiée par la TKK le 22 janvier 1983, la lutte sur des objectifs économiques fut finalement reconnue comme l'un des quatre principaux axes d'activité du mouvement syndical. Conjointement au rejet de la possibilité d'un compromis avec la dictature militaire actuelle et à l'adoption de la perspective de la grève générale, cet aspect de la déclaration mentionnée constituait la principale avancée de la direction clandestine en ce qui concerne l'élaboration

d'un programme d'action pour Solidarnosc.

La réponse à cette nouvelle orientation fut immédiate dans l'usine Fadroma, l'une des grandes entreprises de Wrocław. L'exemple donné par les travailleurs de Fadroma fut suivi par le Comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie qui impulsa une action similaire, mais coordonnée et plus étendue, dans les principales entreprises de la région. La description et le bilan de ces actions de masse que nous reproduisons ici sont tirées de « Z Dnia na Dzień » (Au jour le jour), le bulletin du RKS.

La lecture de ces textes révèle un aspect moins connu, mais combien décisif, de la lutte des travailleurs polonais. En effet, si les actions spectaculaires de Solidarnosc, en particulier les manifestations de rue, font régulièrement la une des journaux, la presse bourgeoise parle beaucoup moins — voire pas du tout — du travail en profondeur du mouvement clandestin dans les entreprises.

Ce n'est pas un hasard, par exemple, s'il n'a quasiment pas été fait mention de la décision de diverses commissions d'entreprise d'assurer désormais la prise en charge des allocations qui sont traditionnellement du ressort des syndicats (fonds de secours, etc.). Or, cette décision a non seulement eu pour résultat de miner le terrain des syndicats officiels dont le

et de manière conséquente, car c'est une arme à double tranchant. Si elle dure trop longtemps — ce que cherche toujours le pouvoir — ou si elle n'apparaît pas comme un mouvement de masse, à ce moment le prix à payer peut être douloureux pour toute la société.

Parmi les différentes formes des grèves il faut mentionner :

— La grève de harcèlement qui consiste à ralentir les cadences de tra-

pouvoir avait décidé, début 1983, que ce serait là l'une de leurs tâches essentielles. Elle a eu pour conséquences une augmentation significative des cotisations (en Basse-Silésie, par exemple, 20 % des travailleurs versent des cotisations régulières au syndicat clandestin, le pourcentage étant beaucoup plus élevé lorsqu'il s'agit de collectes pour des buts spécifiques) et s'est accompagnée d'un renforcement des liens organisationnels sur le lieu de travail.

De tout cela, la presse quotidienne n'a pas dit un mot, pas plus qu'elle n'a consacré d'espace aux luttes dont les textes reproduits ci-contre font mention. C'est pourtant du développement de telles luttes que dépendra l'avenir du mouvement, tout le débat sur les moyens de renverser la dictature étant liés à la question centrale de la préparation à la grève générale. Or, la capacité ou non du mouvement à engager dès aujourd'hui, et de manière massive, des luttes partielles jouera un rôle décisif dans cette perspective.

Les articles de la presse clandestine reproduits ici sont publiés en français, parmi de nombreux autres, dans « Robotnik 83 » (l'Ouvrier 83), le bulletin mensuel de coordination du syndicat Solidarnosc en France (« Robotnik 83 », 120, rue de Crimée, 75019 Paris).

Jacqueline Allio

vons préserver nos forces pour le moment de la grève générale, où nous prouverons au pouvoir que nous sommes décidés à tout.

Parmi les divers moyens pour conquérir nos droits par la lutte, un de plus efficaces est toujours l'arme de la grève. Mais pour que la grève apporte des résultats rapides et qu'en même temps elle n'use pas trop les forces de la société, elle doit toujours être organisée avec le plus grand soin

vail d'une manière invisible pour la direction et le personnel d'encadrement. Elle peut aller jusqu'au sabotage, c'est-à-dire arrêter les machines, provoquer des pannes des installations, fausser l'information nécessaire à une gestion correcte de la production. Les travailleurs qui participent à la grève et qui ne font pas leur travail peuvent se défendre par l'observation stricte du règlement sur la sécurité du travail et des normes techniques. Cet-

te grève est la forme la moins dangereuse pour ceux qui y participent, mais elle est impossible à organiser dans de nombreuses entreprises. On ne peut éprouver sa grande efficacité que dans les entreprises fortement structurées où l'arrêt d'une seule machine provoque des effets en chaîne.

— La **grève passive** consiste à arrêter le travail alors que les travailleurs restent sur place. Elle a le caractère d'une occupation, c'est pourquoi un des plus importants problèmes à résoudre est l'organisation des services indispensables (service d'ordre, autodéfense face à une éventuelle attaque des forces de répression, organisation du ravitaillement, service de santé, service d'information) et la constitution du comité de grève qui dirige toute la grève et mène les négociations.

— La **grève active** consiste à réorienter la production de telle manière qu'on produise ce qui est le plus nécessaire pour toute la société ou à prendre le contrôle de la distribution de la production. Cette grève peut prendre la forme ouverte, ce qui arrive quand le comité de grève prend formellement le pouvoir dans l'entreprise et qu'il gère la production indépendamment des autorités supérieures et fait appliquer des plans alternatifs. La grève active non ouverte est menée par d'autres moyens, par exemple la pression sur la direction en ayant recours aux moyens légaux ou en baissant le niveau de la qualité de la production destinée à un destinataire indésirable (l'URSS par exemple). La grève active dans l'un et l'autre cas exige une coopération minutieuse des spécialistes dans le domaine de la production et de l'organisation du travail.

— La **grève d'abstention** a lieu dans le cas de la liquidation de la grève avec occupation ou si l'organisation de la grève avec occupation peut entraîner d'importantes pertes pour la société. Elle consiste à ne pas se présenter au travail pendant toute la durée de la grève. Elle est la plus difficile à maîtriser pour les forces de répression. En même temps, la difficulté principale est la communication entre les grévistes. Avant de participer à cette forme de grève, il faut se mettre d'accord sur un seul signal reconnu et fiable pour le retour au travail.

Toute grève doit être soumise à des règles très strictes : il faut définir avec précision son but et les revendications et les rendre publics à l'avance. La proclamation même de la grève ne doit pas survenir plus tard que le moment de son déclenchement. Le

pouvoir de décision doit rester entièrement entre les mains du comité de grève de l'entreprise. La grève doit se dérouler dans une discipline de fer dont sont responsables tous les grévistes. Elle doit durer jusqu'à l'aboutissement de toutes les revendications. Il ne faut pas appeler à la grève si celle-ci n'a pas l'approbation de la société. Au moment de la proclamation de la grève, chaque défection doit être considérée comme une désertion et le manque de discipline comme une atteinte portée à la grève. La force de la grève demeure dans la solidarité des grévistes.

« Krakus » n° 11,  
du 4 novembre 1982

## La lutte de l'usine Fadroma

Le 9 décembre 1982, à la suite du licenciement de cinq travailleurs, une grève spontanée, qui a duré environ deux heures, a éclaté dans l'usine Fadroma. Elle n'a pas été organisée. Ont participé à la grève plus de 60 % des ouvriers. Par ailleurs, le 16 décembre à midi, à l'appel de la Commission d'entreprise clandestine (TKZ) du syndicat, il y a eu cinq minutes de silence pour protester contre ces licenciements « sans motif ». Le 24 décembre, en l'absence des travailleurs, le service de sécurité (SB) a procédé à la perquisition des armoires, des bureaux, etc.

« Z Dnia na Dzien » n° 4/263,  
du 27 janvier-3 février 1983

### DECISION

La commission d'entreprise clandestine (TKZ) de l'usine FMB Bumar-Fadroma a décidé que la semaine du 13 à 19 février serait une semaine de protestation contre les licenciements de travailleurs pour des raisons politiques.

La semaine de protestation consiste en ce qui suit :

— les ouvriers travaillant à la pièce abaisseront la production de l'équivalent de huit heures par rapport à la semaine normale ;

— le reste des travailleurs procédera à la réduction maximale de la production ;

— le jour J, à l'heure H (la date sera communiquée oralement), il y aura cinq minutes de silence.

La TKZ exige la réintégration de tous les travailleurs licenciés, et de

mande de ne pas prendre les postes de travail vacants des camarades licenciés.

« Z Dnia na Dzien » n° 6/265,  
du 10-17 février 1983

## A L'AVANT -GARDE

Solidarnosc a été particulièrement actif à Fadroma avant le 13 décembre 1981. Cette entreprise a été à l'origine de plusieurs des initiatives les plus intéressantes dans notre région. Au moment de l'instauration de l'état de guerre, les travailleurs de Fadroma ont participé pendant plusieurs jours à la grève générale.

Les travailleurs de Fadroma se sont à nouveau portés à l'avant-garde de notre lutte en ce treizième mois de répression. Moins d'un mois après la publication de la déclaration-programme de la TKK, les travailleurs ont décidé de mener une semaine de protestation contre le licenciement de leurs camarades pour raisons politiques. Il s'agit d'une forme de lutte nouvelle, d'une sorte de grève économique de solidarité avec les victimes de la répression.

La RKS exprime sa reconnaissance aux travailleurs de Fadroma pour leur valeur et leur combativité. En défendant les camarades licenciés, nous luttons pour notre syndicat, pour les idéaux de la République autogérée.

Wroclaw, le 15 février 1983

Pour le RKS du syndicat « Solidarnosc » de Basse-Silésie

Josef Piniór

« Z Dnia na Dzien » n° 6/265,  
du 10-17 février 1983

## ACTION

Du 13 février au 19 février s'est déroulée à Fadroma la semaine de protestation contre les licenciements pour raisons politiques. Dès le premier jour, les travailleurs ont commencé l'action. On a établi que les cinq minutes de silence commencent le jeudi 17 février à 10 h 25. La majorité des travailleurs, informés oralement, ont commencé l'arrêt de travail dès 10 h 15. La réaction spontanée des travailleurs a contribué à la transformation de cette consigne en arrêt de travail de quinze minutes. La direction, désorientée et surprise, n'a pas été en mesure de contrer cette initiative. Le SB, surpris aussi, est arrivé sur place seulement le lendemain, vers 11 heures. La dernière journée de l'action, Fadroma était couvert des tracts. Le soutien et la participation des travailleurs et les effets visibles de l'action permettent de penser que cela

a été une protestation réussie.

La protestation à Fadroma est la première action de protestation réussie dans une entreprise depuis le 10 novembre 1982

« Z Dnia na Dzien » n° 8/267,  
du 24 février-3 mars 1983

## Suivre l'exemple de Fadroma !

**Une semaine de protestation du 21 au 26 mars 1983 ! Amnistie ! Réintégration au travail des personnes licenciées pour raisons politiques ! Non à la hausse des prix !**

Résolution du RKS du syndicat « Solidarnosc » concernant la semaine de protestation dans les entreprises de Wroclaw et de la région de Basse-Silésie

### 1. Amnistie

Cela fait déjà quinze mois qu'en Pologne sont en vigueur les lois d'exception, quinze mois de terreur contre les militants syndicaux et autogestionnaires, contre les créateurs indépendants et les scientifiques. Les dirigeants de notre syndicat, élus démocratiquement, sont condamnés à de longues années de prison. Dans les prisons et les maisons d'arrêt de Basse-Silésie se trouvent actuellement 217 syndicalistes. Parmi eux se trouve le président de la direction régionale, Wladyslaw Frasyński, et le vice-président, Piotr Bednarz. A Varsovie, à la prison de la rue Rakowiecka, se trouve, sans jugement, Karol Modzelewski, membre du présidium de la direction régionale de Basse-Silésie.

Nous n'abandonnerons jamais nos camarades emprisonnés. Sans libération des militants syndicaux, il n'y aura pas de paix sociale en Pologne. L'amnistie inconditionnelle et générale est notre première revendication.

### 2. La réintégration au travail des travailleurs licenciés pour raisons politiques.

La junte emploie différentes méthodes de pression contre les gens qui ont des convictions socio-politiques indépendantes. Des formes particulières de répression sont employées dans les entreprises contre les militants actifs de « Solidarnosc ». Une des formes les plus dures est le licenciement. Le plus souvent, on licencie des jeunes gens, des ouvriers qualifiés ou des ingénieurs. En privant ces gens de travail, de fait on les force à émigrer. Nos entreprises perdent irréparable-

ment leurs travailleurs les plus capables. C'est une des raisons pour lesquelles la réforme économique en Pologne est impossible sous un régime policier et militaire.

Nous exigeons la réintégration au travail des tous les travailleurs licenciés pour raisons politiques. La satisfaction apportée à cette exigence satisfiera aux principes de la justice et sera la condition préalable de la mise en œuvre de la réforme économique.

### 3. Non à la hausse des prix

De mois en mois, notre niveau de vie baisse. Par rapport à l'année dernière, le coût de la vie a augmenté de 2,5 fois. Le postulat de notre syndicat selon lequel il faut nous payer une prime de vie chère n'est pas entré en vigueur. Dans la réalité, le contrôle des prix des articles de base est une illusion : on élargit en fait les nouvelles formes de vente privilégiée par les tickets spéciaux, les affectations ou le Pewex. La campagne en faveur des nouveaux prix est en cours. Les nouvelles hausses de prix menacent d'appauvrir encore plus dans l'avenir la société et de mener à la misère des couches de plus en plus larges des travailleurs. Elles vont toucher surtout les plus pauvres. Nous ne pouvons pas rester indifférents face à ces hausses de prix planifiées. Le RKS appelle tous les travailleurs des entreprises de la région de Basse-Silésie à manifester leur opposition au cours de la semaine de protestation du 21 au 26 mars 1983.

Nous mènerons pendant ces jours-là, dans toute la région, la forme de grève économique expérimentée en février par les travailleurs de Fadroma, en abaissant au maximum le rendement du travail. Les formes détaillées de la protestation dans chacune des entreprises seront définies par les commissions d'entreprise clandestines. Le jour J à l'heure H (la date sera donnée par le système de communication du RKS), il y aura cinq minutes de silence.

Dans toutes les entreprises de la région, tout au long de la semaine de protestation, nous multiplierons les distributions de tracts, nous augmenterons le tirage des journaux d'entreprise et la diffusion des cassettes d'émission radio du RKS.

Du 21 au 26 mars, nous abaisserons le rendement du travail pour manifester notre solidarité avec les militants emprisonnés et avec les personnes licenciées pour raisons politiques ! Nous abaisserons le rendement du travail pour nous opposer à de

nouvelles hausses de prix !  
Wroclaw, le 10 mars 1983

Pour le RKS du syndicat « Solidarnosc » de Basse-Silésie

Josef Pinior

« Z Dnia na Dzien » n° 10/269,  
du 10-17 mars 1983

## La lutte pour un travail digne

Jamais nulle part aucun travailleur n'a pu gagner cette lutte en baissant la tête et en se soumettant. Quelles formes de lutte employer ?

**Fadom-Biezanov.** La menace de démission faite solidairement par tout le personnel, ainsi que le boycott pendant sept jours des nouvelles (et pires) conditions de réembauche des 105 travailleurs licenciés pour leur participation à la grève du 10 novembre, a abouti à un beau succès. Presque tout le monde, sauf quelques départs volontaires, a pu réintégrer son poste avec son statut antérieur, si ce n'est toutefois la perte des primes. La durée du boycott a été trop courte pour arriver à un succès total, et de plus les travailleurs craignaient pour leur salaire. L'exemple de Fadom montre bien la nécessité pour les commissions d'entreprise clandestines de disposer d'un fonds de soutien pour de pareilles occasions.

**Predom-Metron.** Torun. Après la nomination au poste de directeur général de l'entreprise du « camarade » Sianko, ancien secrétaire aux affaires économiques du comité provincial du POUP, — le personnel a refusé d'accepter cette décision. Le bureau de presse du gouvernement a reconnu dans son communiqué l'existence d'un mécontentement susceptible d'évoluer en conflit ouvert. Certaines autorités ont proposé au ministère de prononcer la démilitarisation de l'entreprise et d'organiser un concours pour le poste de directeur.

Ces deux exemples nous montrent des grèves ou des menaces de grève. Peu importe le terme, pas plus que les formes qu'elle prendra : la grève reste la seule arme efficace des ouvriers. Rien n'a changé depuis l'apparition des premières usines. Nous ne doutons pas que des exemples de lutte efficace pour les droits des travailleurs se multiplient.

« Obserwatr Wojeny » n° 13,  
du 21 janvier 1983

## Les machines ont été débranchées

Ateliers de réparation fluviale  
réussite de l'action de protestation du  
14 mars 1983.

Ce jour-là, sur tout le terrain de l'entreprise — à l'intérieur comme à l'extérieur des ateliers de production — on a affiché et on a peint des inscriptions Solidarnosc. Le directeur technique et le premier secrétaire du POUP ont fait le tour de l'entreprise. Partout ils ont été accueillis par des grandes inscriptions soutenant notre syndicat. Les chefs de section ont commencé à repeindre l'intérieur des ateliers. Mais immédiatement après, les travailleurs ont collé à nouveau des affiches de Solidarnosc sur la peinture encore fraîche. L'action s'est terminée à 12 heures par une grève de cinq minutes. Le SB a été totalement surpris et aucune intervention n'a eu lieu ce jour-là.

Le 21 mars, a commencé la semaine de protestation dans les entreprises de notre région. Nous transmettons les premières informations.

### PZL Hydral

La TKZ de l'usine Hydral a élargi les revendications de la semaine de protestation en demandant :

— l'annulation de toutes les sanctions contre les travailleurs qui ont participé aux actions de protestation pendant l'état de guerre ;

— l'arrêt du chantage des chefs de section et d'atelier contre les travailleurs ;

— le paiement des allocations et des subsides du fonds du syndicat Solidarnosc à tous les travailleurs.

Dans sa déclaration, la TKZ de Hydral constate : la production de notre entreprise n'est pas liée directement aux besoins de la société, mais elle peut être utilisée contre la société dans la mesure où elle contribue à la production militaire. C'est pourquoi, si nos revendications ne sont pas acceptées, la semaine de protestation devrait consister surtout à boycotter la production.

A Hydral, la semaine de protestation repose sur :

— la réalisation de la production conformément à la technologie et aux règles de sécurité et d'hygiène de travail ;

— ne pas venir au travail les samedis libres ;

— organiser un défilé des travailleurs par les voies intérieures de l'usine ;

— arrêter la production pour le

temps prévu le jour J à l'heure H ;  
— augmenter le travail de propa-  
gande et les distributions de tracts.

La TKZ appelle tous les travail-  
leurs de Hydral à ne pas participer  
aux mensonges organisés par le  
POUP, à boycotter le syndicat du  
WRON, à rendre publics les cas de  
chantage et de corruption, à payer  
leurs cotisations, à mener dans l'usine  
une journée sans presse du régime.

#### **Dolmel, Archimedes, Mostostal**

Depuis quelques semaines est me-  
née une action d'affichage et de distri-  
bution des tracts. Depuis le 21 mars  
le fléchissement de la production est  
sensible.

#### **Pilmet**

L'action de protestation a com-  
mencé le 21 mars par des inscriptions  
de soutien à Solidarnosc sur le mur  
entourant l'usine. Chaque jour ont eu  
lieu d'importantes distributions de  
tracts. La productivité du travail a été  
abaissée par le refus des heures sup-  
plémentaires. Le 24 mars à 12 heu-  
res, les machines de toute l'entreprise  
ont été débranchées pendant 10 mi-  
nutes. Les machines ont été coupées  
**par tous les travailleurs, y compris les  
militants du parti.** La semaine de pro-  
testation s'est terminée samedi par  
une édition spéciale de l'« Iskra »  
— journal de l'entreprise.

#### **Fadroma**

Avant la semaine de protestation,  
le Service de sécurité (SB) a convoqué  
des travailleurs de l'entreprise à pro-  
pos du refus des heures supplémen-  
taires et du travail les samedis. Dans  
l'usine est apparu un nouveau repré-  
sentant du SB. En janvier et février,  
l'entreprise n'a pas rempli son plan de  
production. La direction fait tout son  
possible pour qu'en mars soit réalisé  
le plan trimestriel ; probablement  
s'agit-il uniquement de remplir le  
plan financier.

Le 25 mars dans l'atelier W-2 et  
celui d'outillage, un arrêt de travail a  
été observé de 9 h 45 à 10 heures. La  
semaine de protestation s'est terminée  
le samedi par une importante distri-  
bution de tracts.

#### **Polar**

Le 24 mars à 9 h 5, presque tous  
les travailleurs du département des  
machines à laver, environ 30 % des  
travailleurs du département des réfri-  
gérateurs, et les travailleurs des sec-  
tions auxiliaires de l'usine ont quitté  
leur travail et se sont rassemblés de-  
vant les bureaux de l'administration  
pour manifester, dans le calme, leur

mécontentement causé par la politi-  
que des prix, ainsi que leur solidarité  
avec les militants syndicaux emprison-  
nés ou licenciés pour des raisons  
politiques. Des dispositions avaient  
été prises pour débrancher le système  
des hauts-parleurs intérieurs.

L'action, menée dans le calme et  
la dignité, a semé la panique au sein  
de la direction et de la section d'en-  
treprise du service de sécurité (SB).  
Les téléphones se sont mis à sonner,  
les directeurs ont annulé leurs dépla-  
cements. La direction du département  
des machines à laver, le directeur De-  
bicki à sa tête, s'est précipitée sur le  
lieu du rassemblement et Debicki a  
commencé à haranguer le personnel.  
Très calmes, les travailleurs l'ont  
ignoré, faisant comme s'il n'était pas  
là. La majorité de ceux qui ont quitté  
leurs ateliers étaient des femmes, ce  
qui mérite d'être souligné. Au bout  
d'une quinzaine de minutes, les tra-  
vailleurs ont regagné leur poste et se  
sont remis au travail.

Malgré cela, jusqu'à la fin de la  
journée, les directeurs et les secré-  
taires du POUP parcouraient les dépar-  
tements avec crainte et inquiétude. Le  
soir, le SB est entré en action, en ar-  
rétant à leur domicile Krystyna  
Kaczmarek, Janusz Kluba, Henryk  
Olszok et Waldemar Kaleta.

#### **Déclaration de la commission clandestine de « Solidarnosc » de l'usi- ne Polar.**

La commission provisoire d'entre-  
prise (TKZ) de Polar, au cours de la  
réunion du 26 mars 1983, a tiré un  
premier bilan du déroulement de la  
semaine de protestation.

L'abaissement de la production  
n'a pas été très sensible car son ni-  
veau avait déjà tendance à baisser du  
fait des livraisons irrégulières de ma-  
tériel, de la mauvaise organisation et  
de l'absentéisme pour fait de maladie.  
Le point culminant de la semaine de  
protestation a été l'action de cinq mi-  
nutes de silence le 24 mars qui a été  
menée à bien. Nous tenons au-  
jourd'hui à remercier tous les travail-  
leurs qui ont eu le courage de sortir  
devant le bâtiment de l'administration  
et de suivre ainsi les mots d'ordre de  
la semaine de protestation. Nous re-  
mercions particulièrement les travail-  
leurs de l'atelier des machines à laver.  
Ils ont presque tous participé à cet ac-  
tion. Le comportement des femmes,  
qui constituent la majorité des ateliers  
PB et PC, devrait être un exemple  
pour beaucoup d'hommes indécis.

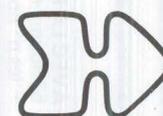
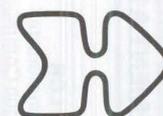
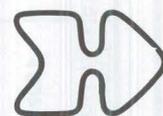
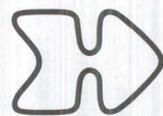
L'expérience de la semaine de  
protestation servira à élaborer et à  
améliorer les formes de protestation

futures. Les propositions des travail-  
leurs seront examinées par la TKZ.

« Z Dnia na Dzień » n° 12/271,  
du 24-31 mars 1983  
et « Z Dnia na Dzień » n° 13/272,  
du 29 mars-7 avril 1983

□

ABONNEMENTS



# ETE 83 :

## 4 STAGES DE FORMATION

Cet été, dans un cadre agréable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique.

Alors qu'en cours d'année, nous le savons tous, il est difficile de consacrer du temps à la lecture et à la formation politique, la période d'été est plus favorable. Participer à un des stages d'été que la LCR organise depuis des années est la formule la plus efficace — et la plus sympathique ! — pour acquérir ou renforcer sa formation politique.

Il est possible de venir en famille, une crèche-garderie est organisée pour les enfants durant les sessions de formation. Des temps de détente et de lecture sont prévus...

classe, syndicats et partis  
— la social-démocratie et le PS  
— le stalinisme et le PCF  
— la lutte des femmes contre leur oppression  
— internationalisme et Internationale  
— la révolution en Amérique centrale  
— la révolution politique dans les pays de l'Est.

• Comment on travaille dans ces stages ?  
— des exposés en assemblée générale  
— des discussions en petits groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés  
— des « commissions à la carte » pour débattre d'autres sujets que ceux prévus dans le programme

— des heures de lecture, de détente et de loisirs...

Les stages se déroulent dans le Midi, dans la grande région de Toulouse. Le logement se fait en chambres de 2, 3, 4 places. Il est possible de venir en famille. Chaque stage commence le samedi à 19 h avant le repas et se termine le samedi suivant dans l'après-midi.

Le prix est de 700 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche-garderie est organisée durant les sessions de formation du matin et de l'après-midi. Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 350 F.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler le 8 59 23 00.

• Les dates des stages :  
Stage n° 1 : du 16 au 23 juillet  
Stage n° 2 : du 23 au 30 juillet  
Stage n° 3 : du 30 juillet au 6 août  
Stage n° 4 : du 6 au 13 août.

• Pour s'inscrire :  
Il suffit de remplir le bulletin ci-contre et d'y joindre 200 F d'arrhes, soit en liquide, soit en chèque à l'ordre de la LCR, ainsi qu'une enveloppe timbrée à votre adresse.

Envoyez le tout à :  
LCR FORMATION ETE 83  
2, rue Richard-Lenoir  
93 108 Montreuil.

**C**ET été, comme les années précédentes, la LCR organise des stages de formation politique élémentaire. Ces stages sont ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

• Voici quelques-uns des thèmes traités :  
— les enjeux de la situation politique actuelle  
— la crise du capitalisme  
— le mouvement ouvrier :

<b>ABONNEMENT A DOMICILE</b>	Nom : .....		Formule choisie : <input type="checkbox"/>		
	Prénom : .....		Réglement à l'ordre de PEC		
	Adresse : .....		2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil		
			Tél : 859 00 80		
FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	400 F	450 F	150 F	160 F
1-AVECLA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste		3-CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros			
2-SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros					

**A REMPLIR**

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Lieu d'emploi : \_\_\_\_\_

Syndicat : .....

Responsabilité syndicale : .....

Stagiaire à la LCR : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_

en contact avec la LCR : \_\_\_\_\_ Sexe : \_\_\_\_\_

sans contact avec la LCR : \_\_\_\_\_

Numéro du stage choisi :

Je viens avec enfant(s), âgés de : \_\_\_\_\_

• j'irai en voiture et je dispose de \_\_\_\_\_ place(s)

• si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture

• on peut me téléphoner

de n° \_\_\_\_\_ h à \_\_\_\_\_ h

EN SOUSCRIPTION  
PARUTION LE 20 JUIN 1983

GRAINE ROUGE  
Jules Fourier

prix public 57 F      Souscription: 45 F

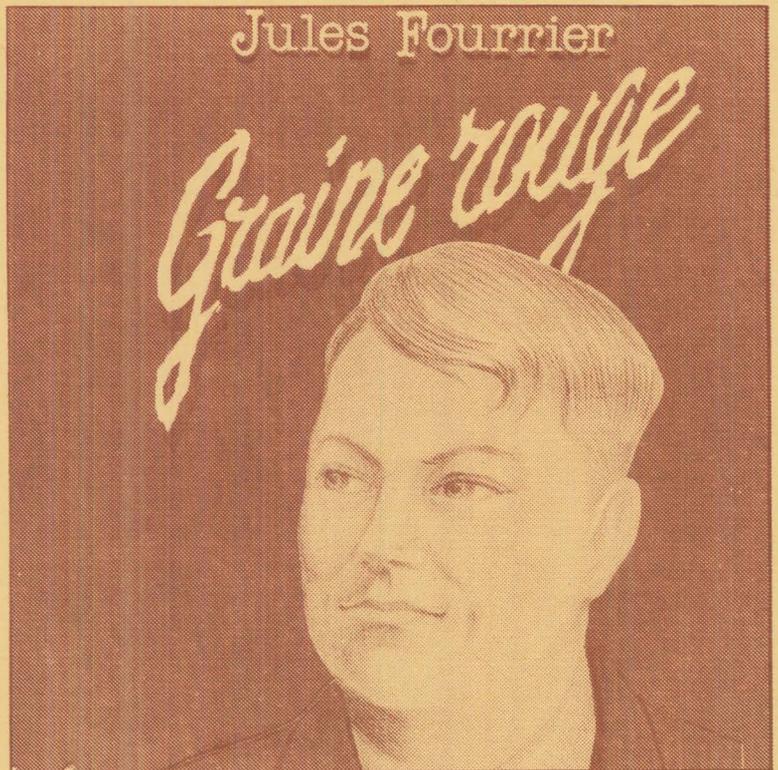
Je souscris pour      exemplaires à 45 francs +      F  
Frais de port:      exemplaire x 6 F +      Total:      F  
Je passerai le prendre à la librairie la Brèche  
9, rue de Tunis 75011 Paris (M<sup>o</sup> Nation).

Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous.  
Je paierai pour cela 6 francs de port par exemplaire commandé.

Nom :      Adresse :  
Prénom :

Chèque et bulletin à retourner à :

PEC 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.



1948  
1963  
1983

LA VICTOIRE DES MINEURS DE  
GARMAUX



AMERICA ROJA   
n°1 nouvelle série 10f  
Revue marxiste-révolutionnaire  
publiée par la  
Ligue Communiste Révolutionnaire

LES BOURGEOISIES FACE A  
L'AMERIQUE CENTRALE



La Brèche

9, rue de Tunis  
75011 Paris



Dossier ROUGE

N° 8 8FF

2<sup>e</sup> trimestre 1983

Ligue communiste révolutionnaire section française de la Quatrième Internationale  
Section du Tarn